

2010



Rapport d'activité

Editorial

2010 a été l'année de l'achèvement du plan de modernisation et de développement de l'inspection du travail (PMDIT) auquel l'INTEFP a apporté sa contribution pendant 4 ans (2006/2010) en assurant la formation initiale statutaire de plus de 1400 nouveaux inspecteurs et contrôleurs du travail et en mettant en œuvre à la « rentrée » de septembre une importante réforme de la formation-professionnalisation des inspecteurs élèves du travail.

Le premier Contrat (triennal) d'Objectifs et de Performance (COP) de l'établissement s'est également achevé fin 2010 ; son évaluation permet de constater qu'aussi bien dans les domaines de son action que de sa gestion, l'institut a réalisé pour l'essentiel les objectifs assignés.

Des pages se sont ainsi tournées.

Imposée par un contexte de contraintes financières exigeant, la nécessité de fermer les CIF de Toulouse et de Dijon fut très difficile à vivre pour tous les membres de notre collectivité de travail.

Pourtant tout le personnel de l'institut, à Marcy l'Etoile et dans les CIF, a maintenu, tout au long de l'année, un engagement sans faille dans le soutien aux missions de notre ministère et à ses agents.

La lecture de ce rapport vous le confirmera s'il en était besoin.

L'institut a réalisé une offre de formation et de services diversifiée, composée, pour une large part, d'actions et de méthodes nouvelles afin de répondre au mieux aux évolutions des métiers, des activités et des besoins des agents dans tous les domaines des politiques publiques de notre ministère : travail, emploi, formation professionnelle ; mais aussi plus largement aux attentes d'autres administrations et institutions dans les champs, par exemple, de la santé au travail, de la lutte contre le travail illégal et de la prévention des discriminations...

En 2010, l'INTEFP a eu la charge et l'honneur de présider et d'animer le Réseau des Ecoles de Service Public (RESP) et le Réseau International des Instituts de Formation du Travail (RIIFT) dont il est membre depuis plusieurs années.

Nous avons organisé les travaux de ces réseaux autour de deux thèmes principaux :

- la promotion d'une culture de la prévention des risques professionnels et de santé au travail ;
- la contribution des Ecoles de service public à l'accompagnement des agents dans le cadre des réformes de l'organisation et des missions de l'Etat.

L'engagement de l'INTEFP dans d'autres domaines tels que le dialogue social et la coopération européenne et internationale a permis de réaliser aussi de belles et utiles opérations :

- Les Ateliers de l'INTEFP à l'Assemblée Nationale,
- Le Séminaire sur le travail forcé en partenariat avec le BIT à Marcy l'Etoile,
- Les missions de coopération technique au Maghreb et en Afrique subsaharienne.

Pour ce qui concerne la gestion et le fonctionnement, l'année 2010 a aussi été très active avec la réalisation du Schéma Pluriannuel Stratégique Immobilier (SPSI), le démarrage des travaux de rénovation et d'extension de l'espace cuisine restaurant, l'installation dans de nouveaux locaux du CIF de Lille et la poursuite de l'amélioration des procédures de gestion.

Au moment de la publication du présent rapport, le 2^{ème} COP qui couvre les années 2011/2013 se met en place.

L'INTEFP avec l'ensemble de ses équipes, à Marcy l'Etoile et dans les CIF (dont celui de Montpellier ouvert en février 2011) poursuit sa route... à votre service.

Bien à vous.

Le Directeur
André CANO

Sommaire

Editorial	p3
Les supports de communication et les réalisations audiovisuelles de l'Institut en 2010	p8
1/ Communication externe	p8
2/ Communication interne	p11
Introduction générale	p12
Les chiffres clés de l'activité de formation	p14
Partie 1	
L'activité de formation de l'Institut	p17
Le pôle appui ressources pédagogiques et documentaires	p18
1/ Le Centre ressources	p18
2/ Favoriser l'émergence de pratiques innovantes : la formation ouverte à distance (FOAD)	p19
3/ Création d'un site Internet dédié à la mission santé sécurité au travail http://www.intefp-sstfp.travail.gouv.fr	p20
4/ Le site Intranet http://www.intraint.travail.gouv.fr	p20
A/ L'activité de formation	
Chapitre I/ Formations statutaires et préparations concours	p21
1/ Chiffres clés et commentaires	p21
1.1/ Formation des inspecteurs du travail	p21
1.2/ Les préparations aux concours / examens	p21
1.3/ Formation des contrôleurs du travail de la promotion 2009	p22
2/ Faits marquants	p23
3/ Partenariats	p23
Chapitre II/ Formations continues	p24
1/ Les principaux chiffres commentés	p24
2/ Tableau récapitulatif	p24
3/ Les faits marquants	p25
Chapitre III/ Offre de services	p26
1/ L'offre de services auprès des DIRECCTE	p26
2/ La formation des agents des services d'Outre mer	p26
3/ La formation des agents des DREAL et de l'ASN	p28
4/ La formation inter institutionnelle en matière de lutte contre le travail illégal	p28

Mission Santé-sécurité au travail dans les fonctions publiques (MSST FP) p29

B/ Les activités par CIF p31

CIF de Bordeaux p31

CIF de Dijon p33

CIF de Lille p35

CIF de Lyon p38

CIF de Nancy p41

CIF de Nantes p44

CIF de Paris p47

CIF de Toulouse p49

Partie 2

Les actions européennes et internationales/ Partenariats et dialogue social p53

Le RESP p54

Le RiiFT p54

La coopération internationale p55

La session nationale p56

Autre action de partenariat et de dialogue social p57

Coopération avec le BIT : Séminaire francophone sur le Travail Forcé p57

Partie 3

Fonctions supports p59

Secrétariat Général p60

l'Agence comptable p61

Ressources Humaines p62

1/ Formation du personnel p62

2/ Action sociale p62

3/ Suivi de la masse salariale p62

4/ Les effectifs p62

5/ Les départs p63

6/ Les arrivées p63

Département finances p64

Le service Achats Publics

1/ Présentation du service P64

2/ Recensement de quelques marchés publics P64

Le service budget finances p64

Département Logistique p66

Mission ACMO p66

A/ Service Moyens Généraux p66

1/ Principaux travaux réalisés en 2010 p66

2/ Consommation des fluides p67

3/ Actions s'inscrivant dans une politique de développement durable p67

B/ Service Accueil Vie Collective p67

1/ Hébergement p68

2/ Restauration p70

Service Informatique p71

1/ L'équipe du service informatique p71

2/ Activités nouvelles p71

2.1/ Une mission nouvelle : la téléphonie p71

2.2/ Un nouveau réseau sur le campus : Le WIFI p71

2.3/ Le projet MOSS p72

3/ Autres activités p72

3.1/ Le réseau de formation p72

3.2/ Le parc p72

3.3/ Le support guichet unique 5500 p72

Les supports de communication et les réalisations

Communication externe

Elle vise à : donner des informations sur, participer au rayonnement de, développer les réseaux de communication. Plaquettes, brochures, administration d'un site internet, objets promotionnels sont réalisés à cet effet. L'établissement participe à des réseaux et multiplie les contacts avec le ministère de tutelle, les administrations et les institutions.

La Mission est composée de 3 personnes :

- 1 chargée de communication (temps plein)
- 1 technicien audio-visuel et webmaster (temps plein)
- 1 secrétariat partagé

Le Webmaster est chargé de l'administration des sites et de l'audiovisuel (mise en ligne de contenus et gestion des droits des différents espaces).

Il assure également la réalisation de supports pédagogiques ou d'information. Exemple : films, captation images et sons (reportages, vidéogrammes divers, photos). Il gère l'ensemble du parc technique audiovisuel (achat, entretien, évolution) et met à disposition matériels et conseils aux utilisateurs.

Le Secrétariat assure le routage, la logistique de communication, le suivi des relations avec les prestataires, la gestion des stocks.

La Mission élabore et gère le budget Communication.

Communication interne

Il s'agit de partager l'information, conseiller et réaliser des actions de communication à destination de tous les personnels de l'établissement. Une des missions principales consiste à conseiller les différentes composantes de la structure pour la réalisation de leurs outils de communication afin de mettre en cohérence les productions de l'institut.

1/ Communication externe

Interprétariat	<ul style="list-style-type: none"> • interprétation simultanée Anglais/Français du 8 au 12 mars 2010 Ecosse session nationale 2009 • interprétation simultanée Français/Néerlandais (voyage d'études IET) • traduction en anglais document relatif aux dynamiques territoriales et dialogue social
Diffuser des informations relatives aux actions de formations	<ul style="list-style-type: none"> • plaquette relations entreprise/formation continue (100 exemplaires) • Lettre INTEFP 8 et 9 • plaquette présentation réforme formation initiale des inspecteurs du travail (3000 exemplaires) • CD FI (formation SA) et jeux intercalaires FI (SA) • impression poster SST (doctoriales Genève 2010) • plaquette Ateliers INTEFP (Assemblée Nationale) • plaquette séminaire Nouveau(x) Management(s) organisé par CIF Lille et Nancy • option bannière flash Ateliers INTEFP (Assemblée Nationale) • plaquette XXXIème session nationale INTEFP • catalogue offre de formations 2011 • livrets accueil FICT
Diffuser des informations relatives à l'Institut	<ul style="list-style-type: none"> • réimpression chemises 3 volets (1000 exemplaires) • livret d'accueil IET • rapport d'activités 2009 • refonte site internet • recherche alphabétique et/ou professionnelle (INTEFP pages jaunes)
Objets de communication	<ul style="list-style-type: none"> • achat de cravates, d'ouvrages sur Lyon, de foulards, de sacs plage pour accueil délégations, de stylos roller, de cartables porte-ordinateur, de T-shirt (Yes we Cap), de stylos INTEFP, de clés USB, de conférenciers...
Participer et développer les réseaux de communication	<ul style="list-style-type: none"> • participation et animation du groupe Communication du RESP • participation aux réunions des chargés de COM du ministère (administration centrale et services déconcentrés) • réalisation des cartes de vœux de l'INTEFP
Participer à la communication des événements/manifestations organisés par l'Institut	<ul style="list-style-type: none"> • photos sessions nationales • Ateliers INTEFP Assemblée Nationale

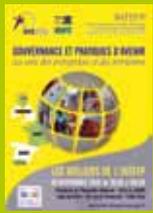
audiovisuelles de l'Institut en 2010

Ouvrir l'Institut	<ul style="list-style-type: none"> • prêt expo lycée professionnel Annecy-le-Vieux • participation France Télécom • traitement des demandes du public extérieur sur site internet • cartes de vœux
Réalisations audiovisuelles	<p>Remontage du film « La visite de l'IT »</p> <p>Remontage des trois films-modules « Observation d'un poste de travail »</p> <p>Réalisation du film « Pesqueux » (Ateliers de l'INTEFP)</p> <p>Réalisation de huit films-modules « Contrôle en entreprise »</p> <p>Réalisation de six films-modules PMU pour la DGT</p> <p>Réalisation de trois films-modules Lachmann pour la DGT</p> <p>Réalisation de six films-modules Larose pour la DGT</p> <p>Réalisation de six films-modules Flunch pour la DGT</p> <p>Réalisation de trois films-modules Renault pour la DGT</p> <p>Réalisation de huit films-modules SOCOMECC pour la DGT</p>

Les outils de communication externe : quelques illustrations des réalisations 2010

	Lettre INTEFP	3 volets - format fermé 210 x 297 – format ouvert 625 x 297 + 2 feuillets format 207 x 297
	Parution	Avril 2010
	Routage/distribution	Assuré par la Mission Communication (version numérique et papier)
	Cible	Tous les agents du ministère

	Rapport d'activités 2009	68 pages
	Parution	Juin/juillet 2010
	Routage/distribution	Assuré par la Mission Communication
	Cible	Membres du CA + présentoirs hall INTEFP

	Ateliers INTEFP Assemblée Nationale	2 volets - format fermé 150 x 210 + 1 coupon-réponse recto/verso – format 150 x 210
	Parution	Septembre 2010
	Routage/distribution	Assuré par la Mission Communication
	Cible	Administration, partenaires sociaux, collectivités territoriales, chercheurs, élus, journalistes.

	Plaquette « Nouveau(x) Management(s) »	2 volets format fermé 150 x 210 + 1 coupon-réponse recto/verso – format 150 x 210
	Parution	Septembre 2010
	Routage/distribution	Assuré par la Mission Communication
	Cible	FI contrôleurs du travail / Services déconcentrés Partenariat avec ALFOREAS-IRTS (réseau FOREAS)

	Plaquette « Réforme de la FIA »	
	Parution	
	Routage/distribution	Assuré par la Mission Communication
	Cible	

 	<p>INFOS RESP</p>	<p>Dans le cadre de la politique de communication mise en place par la Troika du RESP, une première lettre « Infos RESP » a été publiée en mars 2010. Un comité de pilotage composé des chargés de COM de l'ENSOSP, de l'ENPJJ et de l'INTEFP est chargé de réaliser ce support. Cette lettre présente d'une part les actualités du RESP et d'autre part celles des écoles. Le directeur de la publication est le président du RESP. La lettre s'appuie sur la charte graphique du RESP.</p>
<p>Parution</p>	<p>Une périodicité de 3 numéros par an.</p>	
<p>Routage/distribution</p>	<p>Diffusion numérique</p>	
<p>Cible</p>	<p>Elle est diffusée aux directeurs, directeurs des études, correspondants, animateurs et membres des groupes de travail et de pilotage. L'ensemble des agents des 39 écoles qui adhèrent au RESP</p>	
	<p>Spectacle de théâtre-forum « Les impactés »</p>	<p>Mise en situation pédagogique autour d'un film documentaire sur l'évolution des conditions de travail au sein de France Télécom (d'après le spectacle de théâtre-forum « Les Impactés »)</p>
<p>Parution</p>	<p>Février 2010</p>	
<p>Routage/distribution</p>	<p>Assuré par la Mission Communication</p>	
<p>Cible</p>	<p>IET, stagiaires FC, Mairie de Marcy l'Etoile, personnels France Télécom</p>	
	<p>Réunions des Directeurs du RESP sous la présidence d'André Cano</p>	<p>1ère rencontre les 31 mai et 1er juin 2010 à Marcy l'Etoile. Thème de la rencontre : la santé au travail. Interventions de Jean-Denis Combrexelle (DGT), William Dab, Président du réseau francophone de formation en santé au travail. 2nd rencontre les 4 et 5 novembre 2010. Thème : l'action publique sur les territoires : les relations entre l'Etat et les collectivités locales.</p>
<p>Parution</p>	<p>31 mai au 1er juin 2010 et 4/5 novembre 2010</p>	
<p>Routage/distribution</p>	<p>Assuré par la Mission Communication</p>	
	<p>Catalogue formations 2011</p>	<p>66 pages</p>
<p>Parution</p>	<p>Décembre 2010</p>	
<p>Routage/distribution</p>	<p>Assuré par la Mission Communication dont 5000 exemplaires en DIRECCTE et UT</p>	
<p>Cible</p>	<p>Ensemble des agents du ministère du travail</p>	
	<p>Livrets Accueil FICT</p>	<p>3 livrets d'une vingtaine de pages chacun : • Contrôle en entreprise • Réglementation travail-emploi • Développement de l'emploi et marché du travail</p>
<p>Parution</p>	<p>Décembre 2010</p>	
<p>Routage/distribution</p>	<p>Assuré par la Mission Communication à l'occasion du séminaire d'accueil</p>	
<p>Cible</p>	<p>Ensemble des parties impliquées dans la mise en œuvre de la FICT</p>	

Suivi des communications WEB

	2010	Evolution 2010/2009	2009 (Mars-Déc)
Visites	54 242	Non représentative (dates)	57 427
Pages vues	224 980	Non représentative (dates)	195 976
Pages consultées à chaque visite	3,98 pages par visite en 2010		
Pages les plus visitées	reperes.asp 7 989 Actualites.asp 7 859 itineraire.asp 7 610 Missions.asp 7 200 Parutions.asp 5 338 recherche_site.asp 3 711 organisation.asp 3 202 souffrance_mentale_au_travail 2 765		

2/ Communication interne

Partager l'information	<ul style="list-style-type: none"> diffusion d'informations relatives à des actions susceptibles d'intéresser les différents services de l'institut cartes de visite et cartes de communication diverses trombinoscopes classeurs formation SA (impression CD, intercalaires)
Conseil d'Administration	<ul style="list-style-type: none"> prise de notes en sténotypie (CA du 18/05/2010, CA du 24/06/2010, CA 19/11/2010)
Journal interne	Double objectif : <ul style="list-style-type: none"> faire comprendre les enjeux de l'INTEFP répondre aux attentes de plus d'information et de partage d'information des agents de l'institut
Objets de communication	(entre autres opérations nombreuses et variées) <ul style="list-style-type: none"> installation audiovisuelle des salles de formation du CIF de Lille campagne d'entretien-rénovation du parc audiovisuel des salles A, A1, B1, D, E, E1, F, G1, G2

Les outils de communication interne : illustrations des réalisations 2010

	Journal interne	INTERFACE Objectif : répondre aux attentes des agents, demandeurs de plus d'informations relatives à la vie de l'établissement. Le Journal doit permettre une lecture rapide afin que les agents visualisent rapidement les informations essentielles. Priorité à l'approche visuelle, aux encadrés, aux illustrations. Le découpage permet une lecture synthétique : chapeaux, intertitres... Un rythme et une diversité de sujets qui favorisent l'envie de lire et qui créent des rendez-vous de lecture
	Parution	N1 = Janvier/Mars 2010, N2 = Juin 2010
	Routage/distribution	Uniquement en version numérique
	Cible	Boîtes de messagerie de l'ensemble des agents (Marcy et CIF)

Introduction générale

1. Une activité toujours marquée par le PMDIT :

(cfer : chiffres clés pages 12 et 13)

L'année 2010 se caractérise par un niveau d'activité toujours élevé même si l'on constate par rapport à

2009, une baisse du nombre de jours de formations : 60151 (contre 64471) et une progression du nombre de stagiaires (+ 171).

Cette évolution est due à la baisse du nombre de stagiaires et d'élèves dans les formations statutaires.

	Promotion 2006	Promotion 2007	Promotion 2008	Promotion 2009	Promotion 2010
Inspecteurs élèves du travail	103 dont 64 CEE (1)	105 dont 78 CEE	108 dont 60 CEE	63 dont 47 CEE	83
Inspecteurs du travail 5ème + VAP	16	20	18	19	8 + 8 VAP
Contrôleurs stagiaires	209 dont 74 CEE	237 dont 128 CEE	244 dont 151 CEE	158 dont 103 CEE	95 dont 64 CEE

(1) CEE : filière contrôle en entreprise

Au-delà de ces chiffres, le département des formations statutaires a finalisé et mis en œuvre la maquette de la nouvelle formation des inspecteurs, qui a démarré le 1^{er} septembre 2010.

En matière de préparation aux concours et examens, le nombre de jours est stable, même si cela masque des évolutions : moins de candidats au principalat, plus à l'examen professionnel de contrôleur et une action nouvelle de professionnalisation des jurys.

Par ailleurs, il faut signaler la reconduction de la classe préparatoire intégrée au concours externe d'inspecteur du travail mise en place pour la première en 2009 et portée cette année à 4 mois avec 18 auditeurs.

La formation continue progresse en jours stagiaires par rapport à 2009, en raison en particulier de deux actions lourdes (MOSS et CHORUS), tandis que l'adaptation à l'emploi restent à un niveau élevé, ce qui témoigne toujours d'un fort besoin d'accompagnement des mobilités fonctionnelles.

Enfin, l'offre de services externe progresse (plus de 6175 jours) avec une forte activité Santé/Sécurité dans

la Fonction Publique (formation initiale de 24 IHS, formation continue interministérielle, CHS, ACMO, et journées de sensibilisation sur l'accord du 20 novembre 2009).

Dans le domaine de la lutte contre les fraudes, avec la DGT et pour le compte de la DNLF, l'institut a poursuivi son action de formation de base sur la lutte contre le travail illégal en direction de tous les services œuvrant sur ce champ (Caisses sociales, Impôts, Police, Gendarmerie, Justice, Inspection du travail, ...).

Au total, en 2010, il est à noter que plus de 43 % de l'activité a été réalisée dans les CIF.

2. Les agents et stagiaires en 2010 :

Le nombre d'agents venus en formation cette année suit l'évolution générale ; ils sont un peu moins nombreux qu'en 2009 (2 955 contre 3 208).

A noter toutefois que les catégories B et C sont en légère augmentation (+ 167).

Stagiaires et agents 2010

	A			B			C			Ensemble		
	H	F	Total	H	F	Total	H	F	Total	H	F	Total

Nombre de stagiaires ⁽¹⁾

Formation statutaire	102	159	261	52	105	157	0	0	0	154	264	418
Formation continue, préparation aux concours	910	1138	2048	323	1001	1324	100	389	489	1333	2528	3861
Total	1012	1297	2309	375	1106	1481	100	389	489	1487	2792	4279

(1) Un même agent est compté autant de fois qu'il a suivi des formations / (2) Un agent est compté une fois même s'il a suivi plusieurs formations

A			B			C			Ensemble		
H	F	Total	H	F	Total	H	F	Total	H	F	Total

Nombre d'agents formés ⁽²⁾

Agents n'ayant suivi que des formations statutaires	102	159	261	52	105	157	0	0	0	154	264	418
Agents n'ayant suivi que des formations professionnelles ⁽³⁾	600	688	1288	222	647	869	72	308	380	894	1643	2537
Total	702	847	1549	274	752	1026	72	308	380	1048	1907	2955

(2) Un agent est compté une fois même s'il a suivi plusieurs formations

(3) Formations continues ou préparations à des concours

3. Des ressources formatives mobilisées

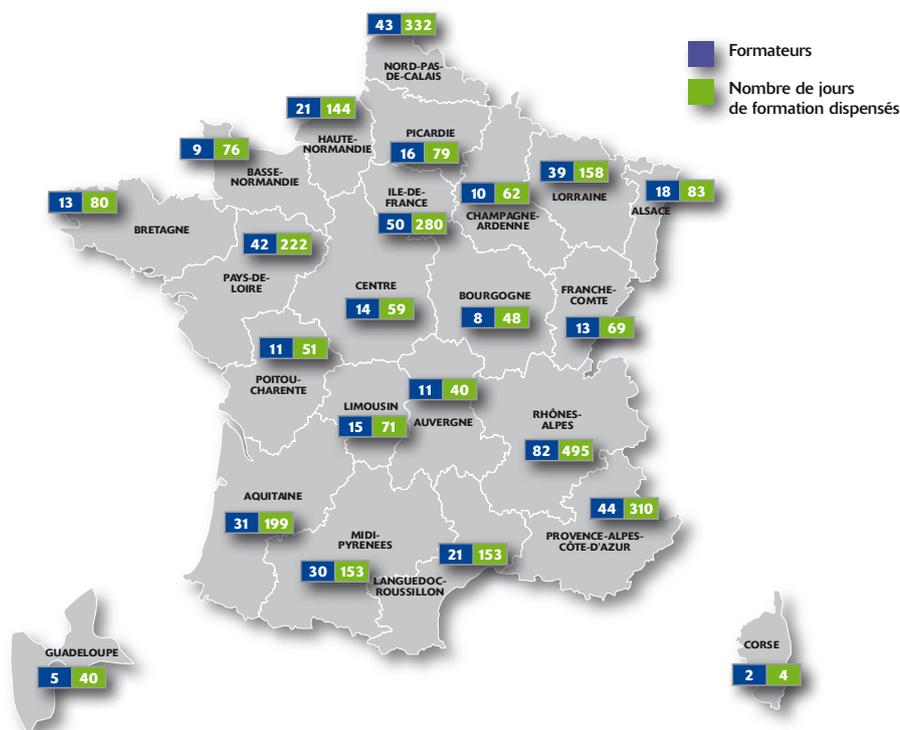
Plus de 680 agents des services et de l'administration centrale ont consacré 3179 journées (soit 14 ETP) à former d'autres collègues, y compris des intervenants d'autres ministères ou institutions, ou écoles.

Par ailleurs, plus de 60 réunions de travail (une trentaine en formation initiale et le reste en formation continue) pour 340 intervenants ont été organisées pour créer de nouveaux produits ou mettre à jour les existants.

Ces séances d'un à quatre jours selon les réseaux et les thématiques viennent s'ajouter aux journées d'enseignement en présentiel rappelées ci-dessus.

Le recours aux intervenants externes (organismes de formation privés, consultants) a été encore réduit cette année de 16% (de 1.133.404 € à 975.917 €), et surtout il a été sécurisé par la mise en place d'accords cadres dans les domaines suivants :

- Assistance à conception de formation,
- Préparation Concours,
- Animation de séminaires,
- Gestion des situations difficiles.



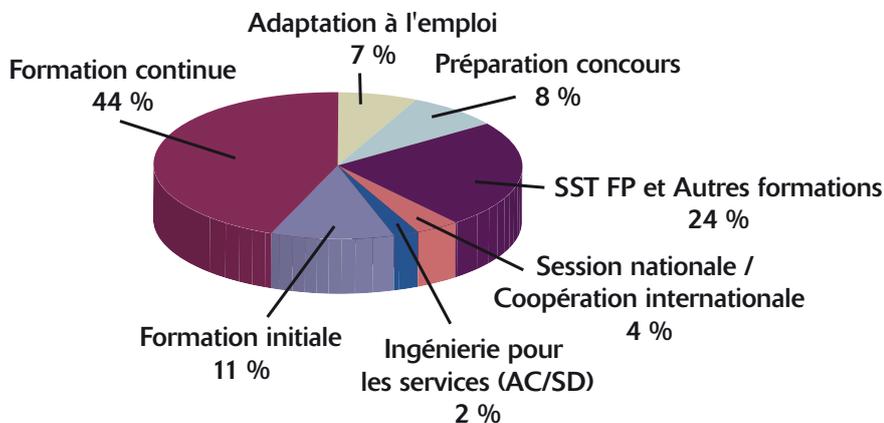
Les chiffres clés de l'activité de formation

		MARCY			CIFs		
		2008	2009	2010	2008	2009	2009
Formation initiale	Stagiaires	336	296	261	561	245	157
	J/F	23 250	21 445	16 140	26 515	16 490	⁽²⁾ 15 700
	<i>Ingénierie FI</i>	267	219	255		25	117
	J/F	556	476	515		43	447
	Stagiaires	603	515	516	561	270	274
J/F	23 806	21 921	16 655	26 515	16 533	16 147	
Formation continue	Stagiaires	1 280	1 505	1 513	3 087	1 016	1 177
	J/F	3 330	4 806	6 221	5 005	2 749	3 424
	<i>Ingénierie FC</i>	264	396	335	27	32	43
	J/F	830	1 071	1 019	104	224	71
	Stagiaires	1 544	1 901	1 848	3 114	1 048	1 220
J/F	4 160	5 877	7 240	5 109	2 973	3 495	
Adaptation à l'emploi	Stagiaires	119	112	125	376	436	332
	J/F	421	484	721	1 997	3 448	3 310
Préparation concours	Stagiaires	603	113	248	336	398	297
	J/F	2 970	2 308	2 340	2 636	3 044	2 864
SST FP et Offre de services externe (DRIRE...)	Stagiaires			1 394			0
	J/F			5 187			0
	Stagiaires			279			24
	J/F			940			48
	Stagiaires	1 423	1 330	1 673	0	0	24
J/F	5 699	5 568	6 127	0	0	48	
Sessions nationales / Coopération internationale	Stagiaires	256	493	303	0	0	0
	J/F	999	1 533	935	0	0	0
Ingénierie pour les DRTEFP	Stagiaires	143	179	98	166	16	24
	J/F	413	750	221	491	32	48
TOTAUX	Stagiaires	4 691	4 643	4 811	4 553	2 168	2 171
	J/F	38 468	38 441	34 239	36 748	26 030	25 912

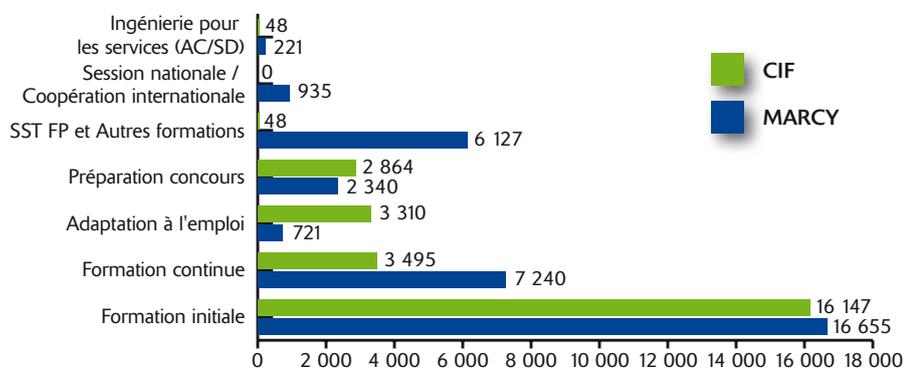
⁽¹⁾ Dont formations statutaires : I.E.T et I.T promotion 2008 = 99, promotion 2009 = 61, promotion 2010 = 81, liste aptitude IT = 20
C.T promotion 2008 = 223 (formés en 2009), promotion 2009 = 157 (formés en 2010)

⁽²⁾ J/S : 14 915 J/S dans les CIF + 785 J/S à Marcy (séminaire d'accueil)

Stagiaires formés en 2010 à l'INTEFP Marcy et CIF(s)



Nombre de jours de formation en 2010



Total 2008	Total 2009	Total 2010
------------	------------	------------

897	541	418
49 765	37 935	31 840
267	244	372
556	519	962
1 164	785	790
50 321	38 454	32 802

4 367	2 521	2 690
8 335	7 555	9 645
291	428	378
934	1 295	1 090
4 658	2 949	3 068
9 269	8 850	10 735

495	548	457
2 418	3 932	4 031

939	511	545
5 606	5 352	5 204

0	0	1 394
0	0	5 187
0	0	303
0	0	988
1 423	1 330	1 697
5 699	5 568	6 175

256	493	303
999	1 533	935

309	195	122
904	782	269

9 244	6 811	6 982
75 216	64 471	60 151

Partie 1

*L'activité
de formation
de l'Institut*

Rapport d'activité **2010** INTEFP



Le pôle appui ressources pédagogiques et documentaires

Avec le Centre ressources ce pôle, rattaché à la Direction des études, assure une veille technologique, propose et contribue à la définition des priorités et préconisations de développement des services numériques innovants dans les domaines pédagogiques et documentaires.

Il continue d'accompagner la montée en puissance de l'usage des technologies de l'information et de la communication appliquées à l'enseignement (TICE)

1/ Le Centre ressources

Ouvert en libre-service de huit heures à minuit, il dispose d'un important fonds documentaire ainsi que d'outils de recherche informatisés (bases de données : Alexandria, PRESSED, Editions législatives - Sites Internet - Cédéroms, ..) sur les thématiques de l'institut (droit du travail, inspection et administration du travail, emploi et formation professionnelle, hygiène, sécurité et conditions de travail, droit public et privé, politique sociale...).

Le fonds, géré avec le logiciel Alexandria, est composé de près de 4 900 ouvrages, rapports, études, thèses, publications régionales importantes, 394 rapports d'étude des inspecteurs élèves du travail, 130 titres de périodiques et de ressources numériques.



Il comprend au 31 décembre 2010 :

Types de documents	Nombre de notices
Ouvrages	4 882
Rapports	157
Rapports d'études des Inspecteurs élèves du Travail	394
Articles de revues	10 246
DVD	32
Total	15 711

Depuis 2008, la base documentaire Alexandria est interrogeable directement sur le site Intranet de l'INTEFP par tous les agents du ministère du travail et de la santé. Une notice d'utilisation est disponible sur la page d'accueil. Toutes les nouveautés de la quinzaine sont consultables à droite de l'écran, ainsi que des dossiers sur des sujets d'actualité : « Santé sécurité fonction publique », « Prestations de services internationales », « Seniors », « Flexisécurité », « Union européenne » ...



Les recherches documentaires

• Par thème

	2009	2010	Evolution (%)
Droit du travail - Inspection du travail	193	199	+ 3,10
Emploi - Formation professionnelle	70	75	+ 7,14
Hygiène, sécurité et conditions de travail	142	98	- 30,98
Economie - Gestion des entreprises et des RH	7	16	Non significatif
Droit international - Droit public, fonction publique et droit privé	39	68	+ 74,35
Politique sociale - Problèmes de société - Sciences humaines	7	7	Non significatif
Modernisation des services - Informatique	0	1	Non significatif
Divers (culture générale, pays étrangers....)	4	17	Non significatif
Total	462	481	+ 4,11

Les principales thématiques interrogées sont par ordre d'importance et comme pour les années précédentes : le droit et l'inspection du travail, l'hygiène, sécurité et conditions de travail, puis l'emploi - formation professionnelle.

• Par public

	2009	2010	Evolution (%)
Personnel INTEFP et CIF	228	158	- 30,70
Classe préparatoire intégrée	16	21	+ 31,25
Inspecteurs élèves du travail et IT 1/6^{ème}	145	72	- 50,34
Intervenants	17	2	Non significatif
Sessions extérieures - Colloques - Délégations étrangères	3	1	Non significatif
Formation continue dont réseaux de formateurs	11	3	Non significatif
Inspecteurs hygiène et sécurité - ACMO	1	0	Non significatif
Administrations du travail, de l'agriculture et des transports	25	24	- 4,16
Autres (étudiants, ...)	6	4	Non significatif
Total	452	285	- 36,94

Les publics principaux sont d'abord le personnel de l'INTEFP, suivi des inspecteurs-élèves du travail.

Les documentalistes s'orientent de plus en plus vers des veilles documentaires personnalisées (thématiques), notamment par la DSI (Diffusion Sélective d'Information) qui est envoyée régulièrement sur les adresses de messagerie des intéressés, avec des points réguliers sur la réglementation et les articles de presse.

Projet 2011 : Le Centre de ressources sera réaménagé afin de proposer un accès facilité et plus autonome aux informations en ligne avec l'installation de nombreuses prises « réseau » pour les ordinateurs portables des usagers et un doublement du nombre de postes informatiques en libre-service. D'importants travaux seront réalisés afin de mettre en valeur les informations existantes, optimiser l'espace et rendre le lieu plus attractif et plus moderne.

2/ Favoriser l'émergence de pratiques innovantes : la formation ouverte à distance (FOAD)



Les fonctionnalités de la plate-forme de FOAD ont été élargies afin de pouvoir proposer des parcours individualisés. Une expérimentation a été menée auprès de 12 stagiaires du CIF de Lyon en formation mobilité section. Neuf modules « métiers » ont été mis à leur disposition pour compléter l'offre de formation traditionnelle et enrichir leurs connaissances de base.

L'intégration de la formation en ligne dans le cursus de la formation initiale des contrôleurs du travail (FICT) s'est poursuivie afin d'optimiser son articulation avec les autres modalités d'apprentissage : présentiel et alternance. Une évaluation a été réalisée et un bon accueil est réservé à cette modalité de formation : 96% des stagiaires la jugent « intéressante » ou « très intéressante » et 93% estiment avoir enrichi leur culture professionnelle avec les modules proposés.

Les Inspecteurs Hygiène Sécurité (IHS) qui sont entrés dans le dispositif de professionnalisation en 2010 ainsi que leurs référents et intervenants ont bénéficié d'un accès spécifique à l'environnement numérique de formation qui leur a permis :

- d'accéder à trois modules sur « Le cadre général du code du travail », « Les sources du droit de la fonction publique » et « Introduction au BTP » ;
- de disposer à tout moment de leurs supports de cours, d'une veille documentaire et des actualités en ligne.

Deux nouveaux modules « métiers » sur « Le droit pénal » et « Introduction au BTP », pouvant être mobilisés au profit des différentes activités de formation, ont été réalisés avec des contenus interactifs et multimédias.

L'INTEFP s'est aussi investi sur une offre d'autoformation en anglais destinée à ses agents.

Bilan quantitatif des environnements de formation proposés en 2010 sur la plate-forme de FOAD :

Intitulé de la formation	Nombre de modules e-learning proposés	Nombre d'apprenants	Nombre d'heures formation en ligne	Durée moyenne formation en ligne par apprenant
Formation initiale des contrôleurs du travail	30	160		
Préparation concours contrôleurs du travail	3	34	51h12	01h50
Examen professionnel contrôleurs du travail	3	15	31h00	02h06
Formation continue agents du CAI de Metz	1	24	06h30	16mn
Formation des Inspecteurs Hygiène Sécurité (IHS)	3	24	31h30	01h08
Mobilité filière section	9	12	27h35	02h30

En 2011, l'INTEFP continuera d'accompagner la montée en puissance de l'usage de la formation à distance :

- Production d'un nouveau module « métier » sur « L'approche des risques en santé sécurité au travail » ;
- Conception d'un module de « Sensibilisation

au e-learning » à destination des acteurs de la formation pour qu'ils puissent s'approprier la démarche, qui modifie sensiblement le processus de formation traditionnel ;

- Renforcement de notre offre de formation à distance dans le domaine des préparations concours.

3/ Création d'un site Internet dédié à la mission santé sécurité au travail

<http://www.intefp-sstfp.travail.gouv.fr>

Destiné à la promotion de la « santé sécurité au travail dans la fonction publique », le site répertorie déjà près de 600 documents sur ce thème dont l'accès a été facilité à l'aide d'un moteur de recherche et d'un nuage de tags.

Il permet aussi la publication de l'offre de formation proposée par l'Institut dans ce domaine.

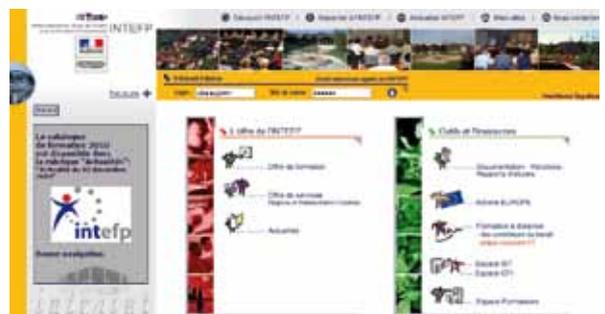
Sa fréquentation, en constante progression, est actuellement de 8 000 visiteurs mensuels.

4/ Le site Intranet

<http://www.intraint.travail.gouv.fr>

Vecteur d'information, tant dans sa partie accessible à tous les agents du ministère, que dans sa partie interne réservée aux agents de l'Institut, sa fréquentation moyenne est de 4 500 visites mensuelles (pour la partie externe). Il permet notamment aux agents du ministère de s'inscrire directement en ligne aux formations proposées. C'est l'espace pédagogique réservé aux inspecteurs élèves du travail qui est le plus visité. Il est suivi par la rubrique relative à l'« Offre de formation » puis les « Actualités ».

Un projet de refonte du site est prévu pour 2011.



Des espaces de travail collaboratifs de type Extranet ont aussi été mis à disposition des responsables de formation afin de faciliter les partages de documents et de gagner en efficacité pendant la phase de conception des produits de formation avec les réseaux de formateurs et des tiers externes.

Chapitre I/ Formations statutaires et préparation concours

1/ Chiffres clés et commentaires

1.1/ Formations des inspecteurs du travail

• Inspecteurs élèves du travail

Trois promotions d'inspecteurs élèves du travail se sont croisées en 2010.

- La promotion 2008 a terminé sa formation, commencée le 1er septembre 2008, le 26 février 2010. 98 inspecteurs élèves ont été titularisés dans le grade d'inspecteur du travail et 1 dans le grade

de contrôleur du travail au terme de la période de formation professionnelle.

- La promotion 2009 (61 inspecteurs élèves du travail) a poursuivi sa formation tout au long de l'année 2010.



Profil des promotions 2008 – 2009 – 2010

	Promotion 2008	Promotion 2009	Promotion 2010
Nombre d'Inspecteurs Elèves du Travail	106	61	81
Répartition interne/externe	21 % internes 79 % externes	35 % internes 65 % externes	21 % internes 79 % externes
Répartition par sexe	60 % femmes 40 % hommes	49 % femmes 51 % hommes	66 % femmes 34 % hommes
Répartition par âge	65 % moins de 30 ans 35 % plus de 30 ans	53 % moins de 30 ans 47 % plus de 30 ans	66 % moins de 30 ans 34 % plus de 30 ans
Répartition par niveau de diplôme	79 % bac + 4 et plus 12 % bac + 3 9 % bac + 2	73 % bac + 4 et plus 15 % bac + 3 12 % bac + 2	82 % bac + 4 et plus 17 % bac + 3 1 % bac + 2

- La promotion 2010 (81 inspecteurs élèves du travail) a été accueillie le 1er septembre 2010 dans le cadre du dispositif réformé de la formation initiale des inspecteurs du travail. Elle achèvera sa formation générale fin novembre 2011 et réalisera sa formation complémentaire de 3 mois durant l'année 2012.

L'INTEFP a délivré **14 940** journées de formation liées à la formation initiale des inspecteurs élèves du travail et organisé en lien avec les services déconcentrés **9321** journées de stage.

- La promotion d'inspecteurs du travail issus de la liste d'aptitude était composée de 20 inspecteurs du travail en 2010.



La formation d'une durée de 3 mois a été basée à la fois sur des enseignements collectifs et sur l'organisation de parcours de formation individualisés.

1 200 journées de formation ont été délivrées dans le cadre de ce dispositif.

Il est à noter qu'en 2011, le dispositif de formation mis en place sera commun aux inspecteurs du travail issus de la liste d'aptitude et aux inspecteurs du travail issus de la voie d'accès professionnelle.

Dans le cadre de la formation initiale des cadres A, 16 140 journées stagiaires ont été dispensées en 2010

1.2/ La préparation aux concours

En lien avec la Dagemo, l'INTEFP met en œuvre des modules de formation préparant à différents concours et examens internes et externes du ministère du travail.

Concours de catégorie A

• Concours interne d'inspecteur du travail :

Un cycle préparatoire au concours susvisé est ouvert aux agents de catégorie B ayant 4 ans d'ancienneté dans le service public. Il a réuni en 2010 16 personnes. Cette préparation d'une durée de 18 semaines est organisée et se déroule au Centre interrégional de formation de Montrouge (cf partie « activités par cifs »). 15 contrôleurs du travail ont été reçus au concours d'inspecteur du travail ; ce résultat témoignant de la qualité de cette préparation.

• Concours externe d'inspecteur du travail

Dans le cadre de la charte pour la promotion de l'égalité dans la fonction publique signée le 2 décembre 2008, le ministère du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville a décidé en 2009 la mise en place d'une **classe préparatoire intégrée (CPI)** au concours externe d'inspecteur du travail.

L'INTEFP a donc ouvert en 2009 à 20 personnes une formation préparatoire à ce concours. 4 d'entre elles ont été admissibles et 3 d'entre elles finalement admises après une préparation intensive à l'oral de 4 semaines en 2010.

En 2010, la classe préparatoire intégrée a accueillie 18 auditeurs pour 5 mois. La préparation aux épreuves écrites s'est composée d'apports méthodologiques et théoriques et de l'organisation de plusieurs devoirs réguliers dans les conditions du concours. A chaque auditeur de la CPI a été associé également un tuteur issu du corps de l'inspection du travail.

Ils passeront le concours externe d'inspecteur du travail en 2011.

1800 journées de formation ont été dispensées dans ce cadre.



• Professionnalisation des jurys de concours

Dans le cadre de la réforme des modalités de recrutement dans le corps de l'inspection du travail, se traduisant notamment par une révision des épreuves du concours, l'INTEFP a mis en place des formations rendues obligatoires pour les membres des jurys :

- du concours interne et externe d'inspecteur du travail
- de la voie d'accès professionnelle au grade d'inspecteur du travail

108 journées de formation ont été dispensées pour professionnaliser les jurys de concours.

• Examen d'attaché principal des affaires sanitaires et sociales :

66 personnes ont suivi la préparation à l'oral du principalat d'attaché. Cette préparation repose sur un module méthodologique, un cycle de conférence et des jurys blancs.

302 journées de formation ont été délivrées dans le cadre de cette préparation.

Concours de catégorie B

• Examen professionnel d'accès au corps des contrôleurs du travail (EPCT)

Cet examen est ouvert aux adjoints administratifs justifiant de 15 ans de service public au 1er janvier de l'année d'ouverture de l'examen dont au moins 3 ans dans les services déconcentrés.

La préparation a été organisée et mise en œuvre dans les Centres Interrégionaux de Formation de Bordeaux, Lille, Lyon, Nancy, Nantes et Toulouse. Elle se décompose en 3 modules de 7 jours au total dont 3 jours consacrés à un jury blanc.

• Concours interne de contrôleur du travail

Ce concours est ouvert aux adjoints administratifs ayant au moins 4 ans de service public. Ces agents bénéficient de 10 jours de préparation à l'écrit et à l'oral du concours.

Cette préparation à l'instar de l'EPCT a été également organisée et mise en œuvre dans les centres interrégionaux de formation de Bordeaux, Lille, Lyon, Paris, Toulouse.

• Concours interne de secrétaire administrative

Dans le cadre du plan de recrutement 2010 de la mission interministérielle Travail/Emploi, un concours d'accès au corps de secrétaire administratif des ministères des affaires sociales a été organisé. Dans ce cadre, l'INTEFP a mis en place pour les épreuves écrites une plateforme de formation à distance et pour l'épreuve orale un dispositif de formateurs relais dans les régions chargées de dispenser une formation sur la constitution d'un dossier de Reconnaissance des acquis de l'expérience professionnelle et sa présentation orale. 614 agents ont bénéficié de cette préparation

Dans le cadre de la préparation aux concours, 5204 journées stagiaires ont été dispensées en 2010.¹

1.3/ Formation des contrôleurs du travail de la promotion 2009

La promotion 2009 se compose de 156 contrôleurs du travail issus principalement des concours interne et externe et de l'examen professionnel d'accès à ce corps. Deux contrôleurs du travail de Polynésie Française et de Nouvelle Calédonie affectés sur le champ du contrôle en entreprise les ont rejoints en cours de formation au CIF de Bordeaux.

¹ non inclus la préparation au concours interne de secrétaire administrative

Les modalités de la formation initiale des contrôleurs du travail sont fixées par un arrêté du 10 janvier 2005 et comportent en alternance, des périodes d'enseignement dans les centres interrégionaux de l'institut après un séminaire d'accueil de l'ensemble de la promotion et des périodes pratiques (stages) hors de l'institut auquel s'ajoute de la formation à distance.

D'une durée de 12 mois dont 20 semaines en formation, ce dispositif professionnalisant prépare les stagiaires à l'exercice de leur nouveau métier.

En janvier 2010, tous les contrôleurs de la promotion ont été regroupés lors d'un séminaire d'accueil et d'intégration au siège de l'institut.

Cette première semaine de formation est toujours un moment fort au cours de laquelle ils découvrent l'équipe pédagogique qui travaille sur le contenu de leur formation, les grands principes de la formation, les objectifs des filières de formation, la plate-forme de formation à distance, les règles régissant leur indemnisation, les principes déontologiques, les orientations politiques des différentes administrations centrales du ministère du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité dont notamment celles de la Direction Générale du Travail, autorité centrale de l'inspection du travail et de la Direction de l'Administration Générale et de la Modernisation des services.

Les séquences suivantes se déroulent en CIF (Centres interrégionaux de formation) et comprennent des apprentissages de culture commune et d'autres plus spécifiques liés à leur poste d'affectation dans les services déconcentrés (DIRECCTE).

Trois filières répondent à leurs besoins :

- sur le champ travail

*les filières contrôle en entreprise et réglementation du travail,

- sur le champ emploi et formation professionnelle

*la filière développement de l'emploi et marché du travail

Un maître de stage suit au quotidien le nouveau contrôleur du travail stagiaire pendant sa formation initiale.

Chaque contrôleur possède un livret de liaison conçu par filière de même que le maître de stage et le responsable de formation.

Des parcours individualisés sont mis en place pour ceux qui ne peuvent pas être rattachés à une filière pendant toute cette période.

2/ Faits marquants

En 2008 un processus de travail et de concertation pour réformer le cadre réglementaire de la scolarité des inspecteurs élèves du travail, datant de juin 2000, a été engagé. Piloté par la DAGEMO, il a associé les services centraux et déconcentrés de l'administration du travail et de l'emploi, les organisations syndicales représentées au CTPM ministériel et l'INTEFP.

Le 1^{er} septembre 2010, 81 inspecteurs élèves ont inauguré le nouveau dispositif issu de cette réforme. Pré-affectés à l'issue du concours dans l'ensemble des régions métropolitaines, ils suivront, durant leur période de formation générale de 15 mois, des enseignements à l'INTEFP en alternance avec des stages dans les services déconcentrés, en entreprise, en juridiction ou encore à l'étranger. A l'issue de ces 15 mois, ils bénéficieront d'une période de formation complémentaire de 3 mois adaptée à leur poste de travail.

Les lignes de force principales de la formation initiale sont les suivantes :

- **la consolidation des acquis de la formation des dix dernières années** : maîtrise du geste professionnel spécifique de l'inspecteur du travail, pédagogie associant enseignements et mises en situations professionnelles, modes d'intervention dans un environnement économique social et relationnel complexe
- **le développement d'approches et de méthodes de travail collectif et pluridisciplinaire**
- **l'ouverture plus grande aux problématiques et aux politiques publiques européennes et internationales**
- **la perspective d'une contractualisation des principes, des responsabilités et des modalités de l'alternance** engageant les différents acteurs de la formation (l'inspecteur élève du travail, l'INTEFP, les services centraux et déconcentrés du ministère du travail).

Le nouveau système de formation mis en place devrait contribuer à renforcer la professionnalisation des inspecteurs élèves du travail qui est un enjeu collectif prioritaire pour notre administration.

3/ Partenariats

Comme chaque année, dans le cadre du Réseau des Ecoles de Service Public, 26 séminaires inter écoles concernant 713 stagiaires de formation initiale de 13 écoles différentes (ENPJJ, ENACT de Dunkerque et de Montpellier, ENAP, END, ENG, EHESP, EOGN, ENSOSP, INTEFP, ESEN, ENSOP, IRA de Lille) se sont déroulés du 8 au 12 mars 2010.

Chaque école était organisatrice de sessions accueillant des stagiaires de chaque école.

Dans ce cadre, l'INTEFP a organisé 3 séminaires portant sur les thèmes suivants :

- l'activité d'inspection
- la relation à l'utilisateur
- la lutte contre les discriminations

Les objectifs de ces sessions interprofessionnelles ont permis de confronter des logiques professionnelles et de repérer les rôles et les logiques des acteurs et de leurs institutions.

- 2 voyages d'études aux Pays-Bas et au Portugal ont été organisés dans le cadre de la formation initiale des inspecteurs élèves du travail de la promotion 2009.

1/ Les principaux chiffres commentés

En 2010, le département des formations continues a réalisé 14 766 jours de formation pour 3525 stagiaires tant à Marcy l'Etoile que dans les Centres Inter-régionaux de Formation (CIF).

Ces chiffres concernent l'adaptation au poste et la formation continue.

Le nombre de jours de formation a sensiblement augmenté par rapport à 2009. Cette augmentation se constate dans tous les domaines de formation, mais est plus particulièrement sensible pour les formations administration générale et les formations techniques en raison de l'accompagnement du déploiement de CHORUS et MOSS.

Le nombre de stagiaires est stable voir en légère diminution ce qui est probablement à mettre en rapport avec un allongement des durées de formation sur ces mêmes formations techniques.

En moyenne, les stagiaires ont suivi 4,2 jours de formation en 2010.

S'ajoute à cette activité de formation du département, la conception et l'animation des réseaux de formateurs qui dispensent les modules dans le cadre de l'offre nationale de formation et des plans régionaux de formation.

En 2010, l'ingénierie de formation a concerné 378 formateurs de 33 réseaux différents pour 1090 jours de formations.

2/ Tableau récapitulatif

Formation continue

		MARCY		CIFs		Total	
		2009	2010	2009	2010	2009	2010
Relations du travail et dialogue social ⁽¹⁾	Stagiaires	474	503	596	480	1 070	983
	J/F	1 223	1 618	1 804	1 505	3 027	3 123
Politique emploi et formation professionnelle	Stagiaires	178	225	225	275	403	500
	J/F	399	540	360	578	759	1 118
Management et administration générale	Stagiaires	391	367	195	415	586	782
	J/F	1 197	1 715	585	1 313	1 782	3 028
Formations techniques	Stagiaires	462	418	0	7	462	425
	J/F	1 987	2 348	0	28	1 987	2 376
Ingénierie de formation	Stagiaires	396	335	32	43	428	378
	J/F	1 071	1 019	224	71	1 295	1 090
TOTAL	Stagiaires	1 901	1 848	1 048	1 220	2 949	3 068
	J/F	5 877	7 240	2 973	3 495	8 850	10 735

Adaptation au poste de travail

		MARCY		CIFs		Total	
		2009	2010	2009	2010	2009	2010
Mobilité	Stagiaires	0	81	166	296	166	377
	J/F	0	435	2 009	3 166	2 009	3 601
Prise de poste	Stagiaires	112	44	270	36	382	80
	J/F	484	286	1 439	144	1 923	430
TOTAL	Stagiaires	112	125	436	332	548	457
	J/F	484	721	3 448	3 310	3 932	4 031

3/ Les faits marquants

3.1/ En matière d'adaptation au poste, l'année 2010 a été marquée par la refonte du dispositif d'accompagnement à la mobilité fonctionnelle dans l'objectif d'améliorer la réponse aux besoins spécifiques de chaque stagiaire, en particulier par une meilleure articulation entre activité professionnelle et formation en présentiel en repensant l'alternance.

L'ensemble des parties prenantes du dispositif s'est mobilisé autour de cet objectif, l'INTEFP par la construction de l'offre globale et les services déconcentrés par l'implication de référents essentiels au bon déroulement des parcours et l'ouverture des plans régionaux pour une offre complémentaire aux stagiaires en mobilité indépendamment de leur région d'origine.

Cinq parcours mobilité en section, deux parcours en emploi, développement local se sont déroulés dans les CIF et un parcours pôle travail renseignements à Marcy l'Etoile. 377 stagiaires ont ainsi pu bénéficier de cette offre avec un bilan très positif pour l'ensemble des parties.

3.2/ Sur le champ des relations du travail, le département a poursuivi son accompagnement à la fusion des services d'inspection en maintenant une offre de formation sur les secteurs du transport et de l'agriculture.

Quatre séminaires ont été réalisés sur le fonctionnement de la ligne de management dans le champ de la politique travail. Toutes les régions et tous les niveaux hiérarchiques ont été concernés.

Un parcours de formation « Veille en santé au travail » a été élaboré pour accompagner le développement des compétences des médecins inspecteurs du travail. L'INTEFP avec la collaboration de l'EHESP a construit et proposé un parcours en plusieurs modules. Ce parcours initié en 2009 avec un module « paysage institutionnel en santé publique et santé au travail », s'est poursuivi en 2010 avec deux séminaires qui ont permis, d'une part d'affirmer les missions du MIRT et sa contribution dans le cadre de la politique travail et de la santé au travail et d'autre part, d'identifier la contribution des MIRT à la constitution et au développement d'un mode d'intervention singulier sur le champ de la santé au travail au sein de nos services.

Une formation à la prise de poste, obligatoire pour les médecins inspecteurs du travail, est mise en œuvre depuis plusieurs années. 2010-2011 est la 4ème promotion des MIRT formés en santé publique dans le cadre d'une contractualisation entre l'INTEFP et l'EHESP.

La formation est d'une durée de 8 semaines en moyenne avec une individualisation des parcours. Une validation de la formation est proposée aux

participants qui le souhaitent, et permettra la délivrance du « Diplôme d'établissement EHESP : les fondamentaux en santé publique ».

3.3/ Le département a poursuivi l'accompagnement des agents sur le champ des politiques de l'emploi et de la formation professionnelle, en particulier sur la professionnalisation des agents en charge du pilotage et du conventionnement (que ce soit avec les structures de l'insertion par l'activité économique ou des missions locales).

Un séminaire activité partielle et FNE Formation a permis de réunir une centaine de participants avec la DGEFP et s'est poursuivi par des formations à un outil de gestion des dossiers FNE présenté lors de ce séminaire.

3.4/ Les sessions « Relations à l'entreprise », inscrites dans le cadre d'une coopération inter écoles de formation des DIRECCTE, et pilotées et mises en œuvre par la FC, ont réuni une centaine de participants des 3 pôles des DIRECCTE dans l'objectif d'échanger sur leurs approches et pratiques vis-à-vis des entreprises.

3.5/ Le projet MOSS (Mise en Œuvre de Serveurs de Services) débuté fin 2009, qui consiste à remplacer les anciens serveurs bureautiques Novell par des serveurs Microsoft, a donné lieu à un accompagnement fort pour former plus de 330 agents liés à la sphère informatique à une technologie radicalement différente de celle pratiquée jusqu'alors, avec la mise en synergie du « réseau de compétences Microsoft » constitué de 12 informaticiens montés en compétences qui assurent la continuité des formations.

Le projet CHORUS : le déploiement de l'outil de gestion (de la programmation à l'exécution de la dépense) dans l'ensemble des ministères s'est accompagné d'une mutualisation interministérielle des moyens y compris de la formation ; si les modules « métiers » ont été assurés sur les différents sites de l'INTEFP suite à une conception réalisée en mars 2010, les formations « Outil Chorus » ont nécessité de nombreux regroupements à Paris y compris concernant la montée en compétences de 10 formateurs nationaux, qui assurent pour le compte du Bloc 3 (Culture, Finances, Santé & Travail) les sessions interministérielles sur l'ensemble du territoire et de manière très active.

L'ensemble de ces deux projets représente environ 2 400 jours/stagiaires en 2010.

Enfin, le département a mis à disposition des plans régionaux de formation 43 modules de formation qui ont été mobilisés 94 fois au total.

Parallèlement à la formation statutaire, et en complément de l'offre nationale de formation, l'Institut développe à la demande des différentes structures du ministère et hors ministère (Dreal, ASN, DNLF, ...) une activité de formation et d'accompagnement de projets.

1/ L'offre de services auprès des DIRECCTE

Cette année encore, l'offre de services orientée vers les régions, s'est concrétisée par un appui à la construction et à la mise en œuvre des plans régionaux de formation.

Un travail continu, associant les responsables régionaux de formation, relatif à la mutualisation des besoins a été mené et a permis aux agents de bénéficier d'une offre interrégionale.

Par ailleurs, l'INTEFP a accompagné en termes d'ingénierie, les projets initiés par les DIRECCTE.

A titre d'illustration, et sans que cela soit exhaustif, quelques projets accompagnés :

- Appui à l'organisation d'un séminaire Management (Bretagne),

- Construction d'un Forum des partenaires de la DIRECCTE en Basse-Normandie,
- Mise en place d'un cycle de formation destiné aux cadres de la DIRECCTE en Lorraine,
- Construction et mise en œuvre d'un cycle « Management et bien-être au travail » pour les cadres de proximité en Alsace,
- Lancement d'un projet de montée en compétences des équipes locales des services politiques territoriales des UT en Auvergne,
- Organisation d'un échange entre la DIRECCTE Rhône-Alpes (UT Savoie) et l'Inspection du travail Piémontaise,
- Formation des chefs de services et représentants du personnel dans le cadre d'une démarche de prévention des risques psychosociaux (Limousin),
- Mise en place d'un accompagnement sur l'organisation du travail, l'aménagement des locaux et la conduite du changement en Midi-Pyrénées (UT 82).

Dans un environnement en plein bouleversement (locaux, missions) pour les services, l'INTEFP via les CIF, a poursuivi son action d'accompagnement en mobilisant plus de 400 journées d'appui en 2010.

2/ La formation des agents des services d'Outre mer

En 2010, **246** stagiaires de l'Outre mer se sont inscrits aux différentes formations proposées par l'INTEFP :

formation continue, participation aux séminaires, stages obligatoires suite aux diverses évolutions des applicatifs ou politiques mises en œuvre, actions sur sites, préparation aux concours ou examens professionnels, sans compter les inscriptions au CNED pour les préparations aux concours d'inspecteur ou de contrôleur du travail.

OUTRE-MER 2010 - Chiffres clés

	Formation Continue		Formation Concours		Mobilité		Offre de service		Total	
	Stag	j/Stag	Stag	j/Stag	Stag	j/Stag	Stag	j/Stag	Stag	j/Stag
Guadeloupe	30	114	8	107	4	92	12	33	54	346
Guyane	28	131	6	18	3	10	5	13	42	172
Martinique	24	105	5	13	10	147	18	52	57	317
Réunion	25	96	2	5	6	73	3	6	36	180
Mayotte	11	45	2	6	0	0	3	9	16	60
Saint Pierre et Miquelon	4	33	1	2	0	0	1	2	6	37
Polynésie Française							30	200	30	200
Nouvelle Calédonie	5	36	0	0	0	0	0	0	5	36
Total	127	560	24	151	23	322	72	315	246	1348

	Formation Continue		Formation Concours		Mobilité		Offre de service		Total	
	Stag	j/Stag	Stag	j/Stag	Stag	j/Stag	Stag	j/Stag	Stag	j/Stag
Catégorie A	71	261	11	28	11	66	14	34	107	389
Catégorie B	41	210	8	108	12	256	28	81	89	655
Catégorie C	12	70	5	15	0	0	0	0	17	85
Total	124	541	24	151	23	322	42	115	213	1129

Ces 246 stagiaires représentent **156 agents** répartis de la manière suivante :

Guadeloupe	29
Martinique	33
Guyane	25
Réunion	23
Mayotte	12
Nouvelle Calédonie	4
Polynésie Française	30

Par ailleurs, nous avons accueilli dans des stages de Formation Continue (machinisme agricole et équipements de travail) deux collègues de la Direction du Travail de Nouméa et deux collègues de la Direction de la Formation Professionnelle continue (DFPC) sur des thématiques relevant du contrôle de la formation professionnelle.

L'offre de services en Outre mer

En 2010, les agents des Antilles-Guyane ont sollicité l'aide de l'INTEFP tant du point de vue pédagogique que financier pour mettre en place des formations sur site en inter services.

Plusieurs formations continues ont ainsi été organisées dans leurs locaux.

Martinique (2 actions)

- **Un module d'initiation à la lutte contre le travail illégal pour des agents des différents corps de contrôle de la Martinique (inspection du travail, services sociaux et fiscaux, pole emploi, douanes) dans le cadre de l'offre de formation mise en place par l'INTEFP depuis 2009 en inter institutionnel.**

D'une durée de 3 jours, ce stage animé par deux formateurs, membres du réseau interinstitutionnel de l'INTEFP, s'est déroulé dans les locaux de la Direction du Travail de l'Emploi et de la Formation Professionnelle de Martinique en juin 2010 et a concerné **16 agents**.

Cette formation très dense au niveau de son contenu a été très appréciée par les stagiaires et les bilans

très positifs soulignent la qualité de l'animation, son caractère interactif et le souhait affirmé de poursuivre cette formation par un second module de perfectionnement en 2011.

• Le contrôle de chantier dans le BTP

D'une durée de 3 jours également, cette formation avait pour objectif d'améliorer la prévention des risques professionnels sur les chantiers du BTP et était animée par un contrôleur du travail et un ingénieur de prévention.

Elle a concernée 16 stagiaires : 9 pour la Martinique, 4 pour la Guadeloupe et 3 pour la Guyane.

Guadeloupe (1 action)

• Le contrôle des équipements de travail chez l'utilisateur

Un binôme de formateurs dont un ingénieur de prévention s'est rendu en Guadeloupe courant décembre pour animer une formation de trois jours dans les locaux de la DTEFP.

Une visite de chantier au lycée professionnel du Lamentin a été organisée le deuxième jour et les stagiaires ont pu acquérir une méthodologie de contrôle.

Le stage était composé de 14 agents du corps de l'inspection du travail de : 8 pour la Martinique et 6 de la Guadeloupe.

Saint-Pierre et Miquelon :

A la demande de la Préfecture de Saint-Pierre et Miquelon, l'INTEFP a missionné deux intervenants pour relancer une dynamique de dialogue social sur le territoire.

Cette intervention d'une semaine s'est révélée fructueuse, puisque les organisations syndicales ont signé un accord de méthode en date du 15 février 2011.

Polynésie Française :

A l'initiative du chef de service de l'Inspection du Travail, l'Institut a organisé une action « évaluation des risques » appliquée aux manutentions manuelles des charges et TMS sur quatre jours pour un public

composé d'agents de la Direction du Travail et de l'Emploi, de la Commission de la Protection Sociale et de médecins du travail.

Ce fut l'occasion de répondre à la demande du fonds de prévention (collecteur des cotisations des entreprises) sur les mêmes thématiques, mais cette fois à destination de membres de CHSCT, dirigeants et préventeurs en entreprises.

A noter pour mémoire que cette année deux contrôleurs de Polynésie Française et de Nouvelle Calédonie ont suivis la formation initiale des contrôleurs du travail, filière contrôle en entreprise, au CIF de Bordeaux.

3/ La formation des agents des DREAL et de l'ASN

En 2010, dans le cadre d'une convention signée avec le ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement Durable et de la Mer (MEEDDM) et l'Autorité de Sureté Nucléaire (ASN), 45 agents issus des DREAL et de l'ASN qui exercent les missions d'inspecteurs du travail ont reçu des formations communes sur « le métier d'inspecteur du travail ».

Ces formations visent à donner des repères, (notamment méthodologiques) aux participants à partir de la résolution de situations qu'ils sont amenés à rencontrer.

Elles se déroulent en deux temps : une première séquence sur les relations individuelles et collectives du travail et une deuxième séquence sur la santé et la sécurité au travail.

Par ailleurs, en appui à la politique de l'Autorité de Sureté Nucléaire qui souhaite développer la professionnalisation des agents qui exercent ces missions, deux « formations actions » ont été mises en œuvre, à partir d'échanges et d'analyses de la pratique du contrôle des situations de travail pour l'ensemble des agents (une vingtaine) de l'ASN.

Dans le même temps, un travail d'élaboration de cursus de formations initiales individualisés a été réalisé avec l'ASN.

Ces cursus, adaptés et construits en fonction du parcours des agents qui sont nouvellement affectés sur cette mission, seront mis en place dès le début de l'année 2011.

4/ La formation inter institutionnelle en matière de lutte contre le travail illégal

La lutte contre le travail illégal est une priorité d'action régulièrement rappelée par le Gouvernement. Depuis 2004, elle s'inscrit dans des plans d'actions nationaux biannuels qui mobilisent l'ensemble des services de

l'Etat (inspection du travail, police, gendarmerie, services fiscaux...) et des organismes de protection sociale pour intervenir aussi bien dans le domaine de la prévention que de la répression.

Cette formation comporte aujourd'hui deux modules généralistes de trois jours chacun :

- un module d'initiation
- un module de perfectionnement

Pour l'année 2010, l'offre de formation repose sur 3 sessions de 3 jours chacun :

- deux d'initiation (Niveau I généraliste)
- une de perfectionnement (Niveau II généraliste)

S'y ajouteront, à partir de 2011, des sessions de spécialisation (Niveau III) d'une journée, consacrée à des thématiques spécifiques (fraudes transnationales et fausse sous-traitance).

Cette offre est mise à la disposition de l'ensemble des agents de contrôle habilités en matière de lutte contre le travail illégal (policiers, douaniers, agents de recouvrement des URSSAF et des MSA, agents des services fiscaux, agents de contrôle de l'inspection du travail).

La formation est animée par un réseau de formateurs interinstitutionnel créé en 2009 issus des différentes administrations ou institutions participant à la lutte contre le travail illégal ayant contribué à la conception pédagogique des modules de formation.

Leur intervention en binôme affirme la volonté de porter un regard transversal sur les organisations, les fonctionnements, les méthodes et de capitaliser les expériences. Pour les formateurs, cette ouverture et cette diversification d'activité constituent un moyen supplémentaire de motivation, d'investissement professionnel, de développement des compétences et de professionnalisation.

Chaque binôme est constitué obligatoirement d'un agent de contrôle de l'inspection du travail et d'un agent d'une autre institution.

Ces formateurs sont désignés par leurs responsables de formation au niveau central avec l'aval de leur hiérarchie et sont pour la plupart issus d'autres réseaux de formateurs.

Une charte du réseau de formateurs inter institutionnel en matière de lutte contre le travail illégal précise les droits et obligations de ces formateurs.

46 stagiaires ont été formés dans le cadre de cette offre de formation inter institutionnelle représentant 138 journées de formation.

L'activité pédagogique a été limitée à trois stages de formation continue dont deux ont concerné exclusivement des agents d'organismes sociaux.

• **Module initiation à la DTEFP de Martinique du 14 au 16 juin**



Cette formation s'est déroulée dans le cadre du comité opérationnel départemental anti-fraude (CODAF) et a permis à 16 agents de contrôle de l'inspection du travail, des impôts, de la caisse d'allocations familiales, des caisses de sécurité sociale, à la responsable du service prévention des fraudes de Pôle Emploi d'acquérir

une méthodologie de contrôle commune.

Cette action a pu se réaliser grâce à un partenariat inter institutionnel et une mutualisation financière de prise en charge des frais de formation.

* **Modules initiation et perfectionnement au CIF de Montrouge en décembre 2010**

Suite à une demande ponctuelle de la caisse centrale de la mutualité sociale agricole, l'INTEFP a formé 30 collaborateurs de différentes caisses à la lutte contre le travail illégal.



santé
famille
retraite
services

collaborateurs de différentes caisses à la lutte contre le travail illégal.

Chapitre IV / **Mission Santé-sécurité au travail dans les fonctions publiques (MSST FP)**

L'activité en matière de Santé Sécurité au travail vis-à-vis des agents de la fonction publique a été fortement impactée par la réalisation d'actions d'information sur l'Accord du 20/11/2009 et par le développement de nouveaux partenariats.

Réforme du dispositif interministériel de professionnalisation des IHS

Le processus expérimental interministériel de professionnalisation des 24 IHS 2010 a connu sa dernière étape avec la création d'un espace Formation ouverte et à distance (FOAD). Pour ce dispositif, un dossier a été remis au comité de labellisation de l'École de la GRH de la DGAFP.

Accompagnement de projets

Professionnalisation des inspecteurs du travail des Armées (Institutions représentatives du personnel, Travail dissimulé) qui ont été à nouveau placés en co-responsabilité d'apprentissage (co-tutorat collectif). La richesse de l'expérience pousse la Mission à intégrer ce type de démarche dans ses offres d'intervention.

Accompagnement de l'ensemble des ACMO des Parcs Nationaux de France pour favoriser la création d'une

culture commune de la SSTFP adaptée à la spécificité de leurs activités (dans le cadre de leur production d'outils opérationnels pour l'ensemble de leur réseau). Assistance à la mise en œuvre de l'Axe 4 du PST 2 (coordination des acteurs de la prévention) en liaison avec le CIF de Lyon à l'intention du Pôle Travail de la DIRECCTE Rhône-Alpes.

Informations/débats sur les enjeux de l'Accord SSTFP du 20 11 2009

Une dizaine d'intervention ont été réalisées pour présenter les enjeux de l'Accord SSTFP à l'intention de publics très différents : Equipe pédagogique INTEFP, Préventeurs territoriaux Rhône-Alpes, PACA, Aquitaine et Poitou-Charentes, Directeurs des centres de gestion, Conseillers pédagogiques SST du CNFPT, Avocats, Responsables/consultants SECAFI, Rencontres PREVENTICA, Représentants syndicaux, Directeurs du RESP soit plus de 350 personnes rencontrées. Cf. <http://www.intefp-sstfp.travail.gouv.fr/docs.asp?rub=35>

Partenariats

Participation de l'INTEFP/Mission SSTFP au Conseil scientifique et technique du Fond national de prévention comme membre permanent.

Participation à la réunion du Réseau international des instituts de formation sur le travail. Contribution : Cano. Cristoforetti. Xirau. Masse. « *Administration du travail et promotion d'une culture de la SST (org. publiques et privées françaises)* ».

Co-organisation avec le CNFPT Rhône-Alpes d'une journée consacrée à la Responsabilité pénale et à la délégation de pouvoirs en SST.

Co-organisation avec le Groupe ALPHA des 1^{ères} Rencontres de la SSTFP en présence de M. Verdier (DGAFP) et de son équipe (Bureau B9), de négociateurs de l'Accord SSTFP et d'acteurs nationaux et régionaux de la prévention des risques au travail (plus de 150 participants). Cf. Actes <http://www.intefp-sstfp.travail.gouv.fr/docs.asp?rub=11>

Colloques universitaires

Intervention aux Doctoriales de Genève « *La Professionnalisation, une formation professionnelle durable ?* » Université de Genève. Juin 2010.

Intervention au colloque international Actualité de la recherche en éducation et formation : « *Entre commande de formation et dispositifs de professionnalisation ACFI (FPT) et Accord SSTFP du 20/11/2009* ». Sept. 2010. Université Genève.

Intervention au colloque Organisation, gestion productive et santé au travail. Groupe de recherche Innovations et sociétés : « *Réforme de l'Etat, accord SSTFP et gouvernance.* » Déc. 2010. Univ. de Rouen. Cf. <http://www.intefp-sstfp.travail.gouv.fr/docs.asp?rub=74>



Quelques données quantitatives

La Mission aura contribué à la formation de **1394** agents formés pour **5187** journées de formation dans des proportions globalement habituelles d'IHS, d'ACMO et de membres de CHS. Par ailleurs, **370 000 € de recettes** ont été enregistrées.

Effectif : 1 responsable, 1 responsable de projet, 1 assistante de formation (80 %) et 1 secrétaire (50 %)

Les perspectives :

Les questions de SST dans la fonction publique vont connaître en 2011 une évolution et une mobilisation sans précédent. Les prescriptions du nouveau décret SSTFP vont fixer de nouvelles règles, modifier le rôle des acteurs, favoriser un processus collectif d'appropriation d'un nouveau cadre de fonctionnement. L'enjeu fondateur de la démarche consiste à penser la SSTFP non plus comme une contrainte mais comme une opportunité d'amélioration des conditions de travail dans la rénovation en cours des politiques des ressources humaines et des relations sociales pour mieux adapter le travail à la personne humaine et pour favoriser le bien être de tous les agents tout au long de leur vie professionnelle (Cf. préambule de l'Accord).

Dans ce contexte les actions de formation et d'accompagnement de projet vont connaître des enjeux de plus en plus prégnants ; d'une part, la commande de formation nationale et régionale va évoluer via des appels d'offre de plus en plus globaux (tous publics, pluriannualité...) et, d'autre part, les réponses devront être les plus diversifiées, les plus adaptées, les plus exigeantes.

La Mission s'est fixée pour objectif de contribuer à la promotion d'une véritable culture de la SSTFP. C'est dans cette perspective qu'elle développera ses actions de professionnalisation des acteurs, des activités, des organisations et des territoires pour favoriser la mise en réseau des connaissances, des expériences et des pratiques.

CIF de Bordeaux

Le CIF de Bordeaux propose ses compétences et ses services auprès d'un public situé sur un large territoire qui s'étend aux régions Aquitaine, Limousin et Poitou Charente soit 12 départements.

Une équipe de trois personnes travaille au CIF : une responsable, une assistante de formation et une secrétaire régisseur d'avances. Cet effectif n'a pas varié depuis l'implantation du CIF en octobre 1992.

L'activité de l'année 2010 se caractérise par :

1/ La Formation Initiale des Contrôleurs du Travail (FICT promotion 2009) :

Le CIF de Bordeaux a accueilli la filière « Contrôle en Entreprise (CEE) », et a été chargé de mettre en place des parcours individualisés de formation des agents affectés sur des postes RH.

Le module de droit pénal a connu un moment fort avec le déroulé de la vraie fausse audience dans les locaux du TGI de Bordeaux, les stagiaires ayant aussi bénéficié de l'accès au restaurant de l'ENM et de la présence de plusieurs magistrates.



De plus l'équipe du CIF et le groupe de CT ont accueilli et intégré 2 collègues d'outre-mer : fonctionnaires de leur Gouvernement (Nouvelle Calédonie et Polynésie Française), dans le cadre d'une convention avec l'INTEFP, ils ont suivi une grande partie de la formation. Leur intégration au groupe a été parfaitement réussie (voir ci-contre)



A la différence de leurs collègues, leur parcours en alternance s'est déroulé en Gironde où l'accueil bienveillant et professionnel des agents de l'UT 33 leur a permis de se professionnaliser.

L'équipe du CIF s'est mobilisée pour leur permettre d'effectuer l'ensemble de leurs différents stages, en entreprise comme chez les partenaires institutionnels mais aussi pour les accompagner moralement pendant ces longues semaines loin de leurs îles !

2/ Formation Continue

Le CIF a contribué à la formation de 148 stagiaires à travers 11 stages de formation continue soit une augmentation sensible (98 pour 8 formations en 2009)

L'année 2010 s'est révélée plus riche en formation continue que 2009.

3/ Mobilité

Le CIF a accueilli 20 stagiaires pour le nouveau parcours de Mobilité section.

Le groupe très hétérogène qui intégrait plusieurs collègues des DOM a largement contribué par son investissement à animer notre premier semestre.

L'équipe du CIF s'est mobilisée pour répondre à leurs nombreux questionnements ainsi qu'à leur demande de conseils.

4/ Préparation concours :

Le CIF a proposé des actions de préparation au concours : préparation à l'écrit ainsi qu'un oral blanc organisé en ouverture de la session afin de placer d'emblée les candidats dans les conditions du concours et de l'examen. Ceci permet ensuite au formateur de retravailler avec les candidats les points qu'il est nécessaire d'améliorer avant l'oral.

25 stagiaires ont participé à tout ou partie de ses sessions.

5/ Offre de services :

Aquitaine :

Le CIF a accompagné la poursuite pendant le premier semestre de l'accompagnement du système d'Inspection du Travail en Aquitaine

Le prêt de salles à la DIRECCTE a permis la tenue de plusieurs réunions ainsi que l'accueil de stages du PRF.

Limousin :

Démarche de prévention des Risques Psychosociaux dans ses services.

Une formation a été organisée en direction des chefs de services et des représentants du personnel, animée par une psychologue du travail avec en complément des demi-journées d'information à l'attention de l'ensemble des agents des différents sites. Le CIF a accompagné la SG et le service R.H. dans cette démarche.

Poitou-Charentes :

L'offre pour la mise à disposition de l'offre de formation INTEFP a concerné plusieurs actions.

Midy- Pyrénées :

La responsable du CIF de Bordeaux a participé à l'intérim du CIF de Toulouse.

Au deuxième semestre l'INTEFP a apporté son concours à la mise en place d'un accompagnement de l'UT 82 portant sur l'organisation du travail et l'aménagement des locaux et la conduite du changement. Cette action se poursuivra jusque début 2011.

Conclusion

Cette activité en hausse n'a pas empêché le CIF de moderniser ses locaux au cours de l'été 2010 en adoptant des couleurs plus claires pour continuer à accueillir les collègues et nos partenaires dans des conditions encore plus favorables. L'équipe du CIF s'est aussi investie pour accompagner ce chantier estival et compléter la personnalisation des locaux afin de donner un cadre agréable et personnalisé.



1/ Le CIF en quelques mots

Le Centre Interrégional de Formation est compétent sur les régions Bourgogne et Franche-Comté.

La Bourgogne représente 1623913 habitants dont 582000 salariés. Quatre Unités Territoriales sont installées dans la Côte d'Or, la Saône et Loire, la Nièvre et l'Yonne.

La Franche-Comté, quant à elle, compte 1146239 habitants dont 411800 salariés. Elle dispose

aussi de quatre Unités Territoriales compétentes respectivement sur le Doubs, le Jura, la Haute Saône et le Territoire de Belfort.

Il s'agit de deux régions dont la population est relativement dispersée dans des territoires géographiques importants par rapport à son poids démographique.

L'équipe est composée de 3 personnes : un responsable, un assistant pédagogique et une assistante administrative.

2/ Et en quelques chiffres

Stagiaires

	Formation Initiale des Contrôleurs du travail		Formation Continue		Adaptation au poste		Total
	H	F	H	F	H	F	
Catégorie A			18	31	9	7	65
Catégorie B	5	10	11	57	13	29	125
Catégorie C			0	7	0	0	7
Total	5	10	29	95	22	36	197

Jours Formations

s	Formation Initiale des Contrôleurs du travail		Formation Continue		Adaptation au poste		Total
	H	F	H	F	H	F	
Catégorie A			32	67	28	45	172
Catégorie B	475	950	24	138	146	219	1952
Catégorie C			0	17	0	0	17
Total	475	950	56	222	174	264	2 141

3/ Formation initiale des contrôleurs du travail

Le CIF a accueilli durant l'année 2010 un groupe de 15 contrôleurs du travail de la filière de Renseignement Travail et Emploi (RTE). Ces stagiaires ont totalisé 1425 jours/formation.

A l'exception de la partie commune à toutes les filières, l'essentiel de l'ingénierie de formation concernant la spécialisation RTE a été conçue en coordination avec le CIF de Toulouse.

Deux regroupements des groupes de la filière RTE ont été opérés lors de séminaires portant sur les

discriminations et les risques psychosociaux en juin et sur l'analyse des situations de travail en novembre.

4/ Mobilité (section)

20 stagiaires ont été formés à Dijon pour 438 jours/formation et une journée d'accueil organisée pour les référents et les stagiaires.

5/ Formation continue

Le Centre Interrégional de Formation a assuré 278 jours/formation pour 124 stagiaires.

Ces formations ont accueilli un public varié selon les thèmes, mais qui ont couvert les différents champs du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle avec une fréquentation majoritaire des catégories A et B.

Les principales thématiques ont porté sur l'épargne salariale, l'amiante (contrôle activités de maintenance) la négociation collective, l'organisation du monde agricole.

6/ Offre de services

De façon globale, la coopération avec les deux régions s'est concrétisée par l'assistance à maîtrise

d'ouvrage pour l'élaboration des programmes régionaux de formation, l'assistance à maîtrise d'œuvre à la conception des actions de formation, la mise à disposition de modules de formation existants dans l'offre nationale, l'accompagnement des projets locaux comme l'organisation du pôle 3 E au sein de la DIRECCTE (Franche-Comté).

Conclusion

La coopération entre l'INTEFP par le biais du CIF avec les régions s'affirme comme une constante notamment dans les projets qui sont à l'ordre du jour concernant l'organisation des DIRECCTE.



CIF de Lille

Bien qu'ayant quitté les locaux de la DIRECCTE Nord-Pas de Calais, le CIF est toujours implanté au cœur de Lille et à proximité des gares ; il couvre l'inter région composée du Nord-Pas-de-Calais, de la Picardie et de la Haute Normandie (3 DIRECCTE, 8 Unités Territoriales).

Trois personnes forment l'équipe :
Mary Lamblin, secrétaire-régisseuse,
Valérie Oudrar, assistante,
Nelly Cailac, responsable.

La capacité d'accueil s'est élargie, puisque le CIF dispose maintenant de 2 salles de formation, d'une salle de réunion, d'une salle de documentation dans laquelle 2 postes informatique sont en accès libre.



L'activité de l'année

Stagiaires

	Formation Initiale Contrôleurs du Travail		Formation Continue		Préparation concours		Mobilité		Total
	H	F	H	F	H	F	H	F	
Catégorie A			32	40	0	0	13	14	99
Catégorie B	5	11	21	67	0	16	16	25	161
Catégorie C			5	16	10	29	0	0	60
Autre			0	1	0	0	0	0	1
Total	5	11	58	124	10	45	29	39	321

Jours/stagiaires

	Formation Initiale Contrôleurs du Travail		Formation Continue		Préparation concours		Mobilité		Total
	H	F	H	F	H	F	H	F	
Catégorie A			70	82	0	0	60	50	262
Catégorie B	475	1 045	52	165	0	46	85	278	2 146
Catégorie C			10	32	54	119	0	0	215
Autre			0	2	0	0	0	0	2
Total	475	1 045	132	281	54	165	145	328	2 625

La remontée d'activité s'explique en partie par l'accueil d'une formation « mobilité section » y compris le

module spécifique sur les IRP destiné aux seules catégories A.

1/ Formation initiale des contrôleurs du travail 2009/2010

Le CIF a accueilli 16 contrôleurs du travail stagiaires affectés sur les différents métiers du champ « emploi-formation professionnelle », et plus précisément sur 2 d'entre-eux : les mutations économiques et les Fonds Européens.

La filière « Développement de l'Emploi et du Marché du Travail (DEMT) » a mobilisé près de 50 intervenants sur l'ensemble du cursus de janvier à fin novembre 2010.

Le CIF de Lille avait également en charge le séminaire d'accueil.

Dans le cadre de la FICT, nous avons continué à travailler sur 2 thèmes :

- L'alternance avec des temps de restitution sur les différents stages prévus (les 2 stages « homologues »),

le stage « organismes partenaires » et le stage « entreprise ») ainsi que l'organisation d'une réunion désormais annuelle à l'attention des Colorefos et des maîtres de stage afin d'explicitier et préparer l'alternance dans les services.

- L'individualisation par le biais notamment des 2 semaines spécifiques métiers et aussi par le travail préalable sur les objectifs des stages en alternance (notamment pour ceux étant sur des postes « atypiques »)

Le groupe lillois a passé une **semaine à Nancy** pour 2 temps croisés avec :

- Le module « Analyse des situations de travail » (AST) qui fut l'occasion de regrouper les 2 groupes DEMA et a ainsi permis d'avoir davantage de métiers représentés pour ce module qui permet de prendre de la distance par rapport à sa pratique professionnelle, mais aussi de se rendre compte des différents ressorts qui participent aux prises de décisions.
- Le **séminaire de clôture** que nous avons co-organisé avec le CIF de Nancy sur le thème des « **Nouveau(x) management(s) et conditions de travail** » en collaboration avec le GREE et en partenariat avec l'IRTS. Ce partenariat a permis également d'élargir le public du séminaire et d'enrichir les échanges.
- Comme nous l'avons déjà fait en 2008, nous avons organisé une **journée à Bruxelles** avec au programme, le matin 2 conférences (dont nous avons préalablement choisi les thèmes) au sein de la Commission européenne (la stratégie européenne de l'emploi 2020 et l'égalité hommes/femmes). Nous avons ensuite passé l'après-midi au Parlement avec, au menu, un rappel historique, une présentation de son fonctionnement ainsi qu'une visite de l'hémicycle. La journée fut clôturée par une rencontre avec Mme Delli, députée européenne avec laquelle nous avons eu un échange riche d'enseignements et, nous l'avons souhaité de part et d'autre, qui ne restera pas sans suite.



- Un temps fut consacré aux Prud'hommes avec le matin préparation de la visite et l'après-midi visite du tribunal des Prud'hommes de Lille. Cela a permis d'illustrer de façon concrète la réalité du dialogue social dans l'entreprise.

2/ Mobilité

Le CIF de Lille a accueilli 15 contrôleurs et inspecteurs du travail en « mobilité section » durant 4 semaines de janvier à avril.

15 inspecteurs du travail ont ensuite suivi au cours du mois de mai, une formation spécifique sur les décisions en matière de représentation du personnel pendant une semaine ; un regroupement d'agents en mobilité, a été opéré avec les CIF de Bordeaux et Dijon.

3/ Formation Continue

Le CIF a contribué à la formation de 182 stagiaires.

2 formations ont été particulièrement marquantes, le transport aérien et l'animation de la politique travail à l'attention des nouveaux DAT.

4/ Préparation concours

Les préparations aux concours ont constitué un volet important de notre activité. Nous avons organisé 5 préparations :

- la préparation écrite du concours de contrôleur du travail (pour l'année 2009)
- la préparation à l'oral de CT
- l'oral de l'examen professionnel de contrôleur du travail (EPCT)
- la préparation écrite du concours de CT 2010
- la préparation écrite à l'EPCT

Ce sont au total 55 stagiaires qui ont bénéficié de ces préparations, représentant 219 journées de formation.

5/ Offre de services

Les 3 régions ont bénéficié de l'appui du CIF pour réaliser leur plan de formation. Il est à noter que leur demande porte principalement sur le champ travail, sollicitant tant les actions de formation de l'offre nationale que des formations réalisées localement.

Une aide particulière a été apportée à la région Nord Pas de Calais qui souhaitait monter une formation sur le thème de l'accident mortel du travail en mettant l'accent sur les conséquences psychologiques qu'une telle enquête peut entraîner pour l'agent ; outre des apports de méthodologie, des conseils d'avertissement et de prévention ont été inclus en faisant intervenir le médecin psychiatre coordinateur régional de la Cellule d'Urgence Médico-Psychologique. Cette formation pourrait être démultipliée notamment dans les régions.

6/ Éléments marquants

Déménagement :

Le CIF de Lille, logé dans les locaux de la DIRECCTE Nord Pas de Calais, a été contraint de déménager pour laisser la place aux services de la nouvelle composante ; le 5 juillet, le CIF a donc intégré ses nouveaux locaux dans un immeuble très proche de la DIRECCTE. Espace, confort, sont depuis lors, une des marques du Cif.

Le prêt de salles à la DIRECCTE déjà conséquent les années passées, s'est accru notamment au cours du 2ème semestre ; les formations régionales et les réunions qui se sont déroulées au Cif, représentent un total de 31 journées.

Groupes de travail :

Le CIF de Lille a participé à 2 groupes de travail, l'un sur « Emploi-formation professionnelle », animé par Fabienne Pagot, responsable du CIF de Nancy, l'autre sur le « bilan à froid », animé par Catherine Bouthors, responsable du CIF de Bordeaux.

Animation réseau :

Le CIF de Lille s'est vu confié la réalisation de la formation « Transport aérien : le contrôle » et l'animation du réseau.

Partenariat avec :

L'IRA de Lille :

Au cours de l'année 2010, le partenariat a d'abord consisté par la mise en relation de l'IRA avec des professionnels de la santé, médecins du travail notamment, pour intégrer des formations ou intervenir dans des débats. Il s'est ensuite traduit par l'inscription de formations sur le thème de la Santé Sécurité au Travail, programme IRA 2011 : « La santé au travail et le document unique » et « Prévenir les RPS en tant qu'encadrant ». Cette dernière formation est en cours de finalisation avec la Mission SST de l'Institut.

La Plate-forme régionale d'appui interministériel à la GRH Nord-Pas-de-Calais :

Le CIF a assisté à l'ensemble des réunions proposées par la Plate-forme aux responsables de formation des différentes administrations de son ressort.

Une réflexion a également été engagée pour travailler sur des formations ayant pour thème la santé au travail; un travail de préparation d'ateliers (document unique et plan d'action, RPS, comment prévenir d'une part et comment faire face lorsque la crise éclate d'autre part) a commencé en fin d'année; d'autres pistes seraient également possibles : l'accueil et les contrôles difficiles...

L'Institut d'Etudes Politiques de Lille/Master 5ème année « Politiques et management de l'égalité et de la diversité » :

Une seule action a été menée au cours de l'année 2010, ce master ayant été suspendu ; il s'est donc agi de participer à une journée – forum organisée le 8 janvier sur le thème « 3 ans de prison, 45 000 euros d'amende, Approche Pénale des Discriminations » ; un inspecteur du travail proposé par le CIF participait à l'animation de cette journée aux côtés d'un procureur de la république et d'un représentant de la HALDE.

CIF de Lyon

1/ Le CIF de Lyon en quelques mots...

Le CIF de Lyon est compétent sur les régions Rhône-Alpes, Provence Alpes Côte-d'Azur, Auvergne et Corse.

L'équipe, composée aujourd'hui de 5 personnes, a connu quelques évolutions. Jean SAME, affecté antérieurement au secrétariat du département Formation Continue à l'INTEFP a rejoint l'équipe au 1 avril 2010.

2/ Et en quelques chiffres

Moyens	
Effectif	5
Salles de formation	3

Activité	
Journées stagiaires	4717
Nombre de stagiaires	346
Ingénierie Offre de services (en jours)	59
Ingénierie pédagogique (en jours)(essentiellement FICT)	22
Occupation des locaux (accueil de stagiaires / 220 jours ouvrés)	135

3/ Les éléments marquants de l'activité 2010

L'activité du CIF de Lyon a augmenté notablement, avec **4 717 journées stagiaires, pour 346 stagiaires accueillis ou formés**. Certaines actions, pilotées par l'INTEFP se sont déroulées au sein des directions régionales ou départementales de l'inter-région (c'est notamment le cas des formations CHORUS).

Il convient d'ajouter à cela l'accueil par le CIF de **18 stages ou réunions de travail internes** à l'INTEFP, pour une durée totale de **20 jours et 71 personnes accueillis**.

4/ Le détail de l'activité selon les différents dispositifs de formation

La Formation professionnelle statutaire

Le CIF de Lyon a accueilli **33 contrôleurs du travail pour la promotion 2009**, affectés en section

d'inspection et suivant donc la filière Contrôle en Entreprise. Cette promotion était à majorité masculine (respectivement 21 hommes et 12 femmes). 8 étaient issus du concours interne, 13 du concours externe, 12 étaient lauréats de l'examen professionnel.

Cette promotion a terminé sa formation au CIF le 3 décembre 2010.

L'équipe du CIF a poursuivi son investissement en matière d'ingénierie du dispositif FICT, piloté par le Département Animation des CIF et la coordination pédagogique, en assurant d'une part le pilotage de la conception des contenus de formation pour la filière Contrôle en Entreprise et d'autre part la prise en charge de 5 thématiques (Action pénale, Santé et Sécurité au Travail, BTP, Mise en situation Professionnelle et Dépense publique).

Afin d'assurer l'actualisation des formations pour la promotion 2009, et travailler à la refonte de celles-ci pour la promotion 2010, le CIF de Lyon a organisé **6 réunions des différents réseaux en 2010**.

L'Offre de services

L'appui apporté aux quatre régions a constitué une part importante de notre activité puisqu'il a représenté au total **59 journées d'appui, dont 7.5 pour la région Auvergne, 29.5 pour la région Rhône-Alpes,**

17 journées pour la région Provence Alpes Côte-d'Azur et 3.5 pour la région Corse.

Comme pour les années passées, les sollicitations en matière d'appui/formation ont très majoritairement porté sur des actions relevant du champ de la politique « travail » (près de 2/3 des actions).

Sont particulièrement à noter pour l'année 2010 :

Pour la région Auvergne, le lancement d'un projet de montée en compétence des équipes locales des services politiques territoriales des UT, dans le cadre de la mise en place des services de la DIRECCTE, et d'une réorganisation des relations et des rôles respectifs du niveau régional et du niveau territorial.

Pour la région Rhône-Alpes, plusieurs actions ont été initiées ou poursuivies :

Tout d'abord, la **réitération du cursus de formation centré sur le BTP**, à la demande des UT de la Drôme et de l'Ardèche. Ce cursus, démarré en juillet a été l'occasion de faire intervenir, pour les premiers modules, un agent de contrôle de l'inspection du travail et un agent de la CARSAT.

Ensuite, l'organisation d'un **échange entre les services de l'UT Savoie et l'Inspection du travail Piémontaise**, dans le prolongement de l'action réalisée en 2000, et dans le cadre des accords de collaboration entre ces deux services, autour de la future liaison ferroviaire Lyon Turin. L'objet de cette rencontre, organisée en mai, était de permettre une poursuite de ces échanges, compte tenu du départ prochain en retraite d'un certain nombre d'acteurs, tant italiens que français.

Enfin, les services de la DIRECCTE, et en particulier le pôle Travail ont sollicité l'INTEFP pour accompagner la **démarche d'élaboration du PRST 2**. Ce travail conjoint entre la direction des études, le CIF de Lyon, la mission SSTFP, avec les services de la DIRECCTE (pôle T), la CARSAT et ARAVIS a permis l'organisation et la tenue d'une réunion avec les partenaires sociaux le 17 septembre.

Pour la région PACA : L'année 2010 a vu la poursuite des travaux de mise en place d'un dispositif de prévention des risques professionnels au sein de la DIRECCTE. Une première réunion s'était tenue à Aix en Provence, pour cadrer les objectifs et les contours de ce dispositif. Plusieurs rencontres et réunions ont permis d'organiser un séminaire de lancement de la démarche le 30 septembre, rassemblant une grande partie de l'encadrement de la DIRECCTE, les organisations syndicales, et avec la participation de Mesdames LE CORRE et HERRERO de la DAGEMO, soit au total plus de 80 personnes.

Pour la région Corse, l'année 2010 a été celle d'un appui effectif à la mise en œuvre de 4 actions du PRF.

Les formations d'adaptation à l'évolution prévisible des métiers

Les actions de formation continue :

Sur les 11 actions programmées, **9** se sont déroulées, ayant permis d'accueillir **202 stagiaires pour 830 jours de formation**.

A souligner la programmation des formations CHORUS, dans le cadre de l'offre nationale et leur déclinaison au sein des DIRECCTE de l'Inter région.

Les actions d'adaptation immédiate au poste de travail :

Le CIF a mis en œuvre le troisième cursus d'accompagnement à la mobilité fonctionnelle pour les agents de catégorie A ou B nouvellement affectés en section d'inspection. Ce cursus a permis à 11 inspectrices et contrôleuses d'acquérir les bases pour leur permettre d'exercer leurs nouvelles fonctions.

Les préparations aux concours

Les préparations aux concours ont constitué un volet conséquent en 2010, puisque nous avons organisé :

- La préparation à l'oral de l'examen professionnel d'accès au corps des contrôleurs du travail en juin, pour 2 groupes
- La préparation à l'oral du concours interne de contrôleur du travail, en juin.

Pour ces préparations, un oral blanc est organisé le dernier jour de la formation, afin de placer les candidats dans les conditions les plus proches possibles du concours ou de l'examen.

- La préparation aux épreuves d'admissibilité du concours interne de contrôleur du travail, en novembre et décembre (qui se poursuivra en janvier 2010), pour 2 groupes.

Ce sont au total **75 stagiaires** qui ont bénéficié de ces préparations (**449** journées de formation).

Les partenariats

Le CIF de Lyon a poursuivi le pilotage et la coordination du module 7 du Master « Expertise et Intervention sur l'Emploi et les Ressources Humaines » conduit par la faculté des sciences économiques et de gestion de l'Université Lumière Lyon 2. Cette action fait l'objet d'une convention de partenariat entre l'Université, la DIRECCTE Rhône Alpes et l'INTEFP, en cours de négociation.

Ce module, animé par des intervenants internes, vise à faire travailler les étudiants sur une problématique propre à un territoire de la région, en réalisant un diagnostic et un plan d'action. Pour ce faire, un

important travail est réalisé par le ou les services de la DIRECCTE (unité territoriale) concernée, et particulièrement le ou les animateurs territoriaux, afin que les étudiants puissent, sur une journée, recueillir lors d'entretiens, les éléments nécessaires à la réalisation de leurs travaux. Ceux-ci font l'objet, en fin de module et sur une demi-journée, d'une restitution en présence de l'ensemble des acteurs concernés.

C'est dans la Drôme, et plus précisément sur le territoire de la Drôme des Collines, que les travaux

ont été effectués en 2010. Il convient de souligner la forte implication des acteurs locaux et des services de l'Unité Territoriale autour d'une problématique centrée sur les dispositifs de GPEC territoriale.

24 étudiant(e)s ont été accueilli(e)s à l'INTEFP du 10 au 12 et du 17 au 19 février à Marcy l'Etoile. Encadrés par deux intervenants internes, ils ont restitué leurs travaux le 19 février au matin. L'ensemble des personnalités présentes ont une nouvelle fois salué la qualité des travaux fournis.



CIF de Nancy

1/ Le CIF en quelques mots

Le Centre Interrégional de Formation de Nancy est implanté au centre ville, à proximité de la gare SNCF, dans un immeuble qui accueille la DIRECCTE de Lorraine.

La zone de compétences du CIF couvre la Lorraine, la Champagne Ardenne et l'Alsace, ce qui représente au total 3 sites DIRECCTE et 10 sites ex-DDTEFP, pour un effectif proche de 800 agents.

L'équipe est constituée de 3 personnes :
Brigitte DAUSCH – Secrétaire régisseuse
Jean-Marie HIRTZ – Assistant de formation
Fabienne PAGOT – Responsable du CIF



Equipé de 2 salles de formation, d'un lieu de ressources / bureautique, d'un espace détente et de 3 bureaux, le CIF de Nancy peut accueillir 2 groupes de 18 à 24 personnes.

2/ Le CIF en quelques chiffres

Moyens	
Effectif	3
Salles de formation	2

Activité	
Journées stagiaires	2133
Nombre de stagiaires	241
Ingénierie Offre de services (en jours)	68 j (dont 30 j coopération internationale)
Ingénierie pédagogique (en jours)	58,5 j
Occupation des locaux (accueil de stagiaires/X jours ouvrés)	118

3/ Eléments marquants

L'activité du CIF de Nancy s'est maintenue à un niveau soutenu, avec une évolution quant à la nature des actions.

L'offre de services aux régions et la coopération internationale, ainsi que l'ingénierie pédagogique ont enregistré une forte hausse, à l'inverse de l'activité de face à face pédagogique.

L'essentiel de l'activité du CIF tend à se concentrer sur les thématiques liées aux politiques de l'emploi et du développement local, du management et de l'administration générale, à l'inverse des demandes d'offre de services des régions plutôt orientées sur le champ du travail.

Un groupe de travail axé sur une veille relative aux besoins en connaissances et savoir-faire des pôles 3E s'est mis en place. Piloté par le CIF de Nancy, il est constitué d'agents issus des services, couvrant les principaux champs de l'emploi, et des représentants de l'INTEFP des différents dispositifs de formation couvrant ce même champ ; sa finalité : adapter, affiner et mutualiser les ressources formatives en suivant l'évolution des services.

Une réflexion sur le management et la nature des ressources humaines au sein des services, a été menée avec la DIRECCTE Alsace. Le partenariat engagé avec le cabinet EIKOS et la DIRECCTE Lorraine a abouti à la mise en place d'un cycle de formation destiné aux cadres de la DIRECCTE

4/ L'activité selon les différents dispositifs de formation

La formation professionnelle statutaire

Formation initiale des contrôleurs du travail

15 stagiaires ont suivi la filière Emploi, formation professionnelle à Nancy, et l'année 2010 a été l'occasion de consolider les contenus retravaillés l'année précédente.

Un nombre important d'intervenants (67 au total) aux profils très variés a été sollicité et nous avons poursuivi notre action de rencontre des partenaires du Ministère œuvrant dans le champ de l'emploi (MDE, EI, Chantiers, ESAT, EA...).

Un séminaire final, intra filière, a été construit par les CIF de Nancy et de Lille : « Nouveau(x) management (s) et conditions de travail ». Ce dernier a été organisé en partenariat avec l'IRTS (école de travailleurs sociaux) et en coopération avec le GREE (laboratoire de recherche en économie de l'université de Nancy II).

Le déroulé suivant a été retenu :

- Discours, dispositifs et pratiques managériales
- Impact des nouvelles formes de management dans l'entreprise
- Spécificité de la place et du rôle du management intermédiaire
- Impact de certaines formes de management sur les conditions de travail (maladies pro, risques psycho-sociaux, suicides...)
- Témoignage : Un nouveau management à FranceTélécom.
- Table ronde et échanges : Comment œuvrer pour un mieux être au travail ?

La qualité des intervenants, la richesse des échanges ont permis à une centaine de participants venant d'horizons divers (CT stagiaires, agents affectés à divers postes dans les services, travailleurs sociaux en formation ou en poste, ergonomes, universitaires, salariés de l'ARACT, de Pôle emploi, de l'INRS...) de croiser leurs regards sur cette problématique. Ce fut manifestement un moment riche d'enseignements. L'expérience concluante de cette coopération est probablement à renouveler.

Adaptation à l'évolution prévisible des métiers (Mobilité)

11 agents ont pu bénéficier d'une action de mobilité « Emploi et développement local », avec la mise en place pour chacun d'eux d'un parcours individualisé. Le réseau d'intervenants, fortement à l'écoute, et impliqué dans des méthodes d'apprentissage différenciées, une

bonne appropriation du dispositif et des objectifs du volet alternance, par les référents, identifiés au sein des services, ainsi que la réactivité des régions pour l'accueil des agents sur leur PRF, nous ont permis de garantir, pour la majorité des stagiaires, des conditions de prise de poste et de reconversion optimales.

Offre de services

Régions

L'offre de services orientée vers les régions s'est concrétisée par un appui à la construction et à la mise en œuvre des plans régionaux de formation. Y consacrant 35 journées d'appui, le CIF de Nancy a permis, avec notamment l'efficacité des responsables de projet de Marcy, le montage de 24 actions.

Un travail continu, associant les 3 RFO, relatif à la mutualisation des besoins a également été mené et a permis à des agents de bénéficier d'une offre interrégionale.

L'évolution des services et la mise en place des DIRECCTE a généré un besoin d'accompagnement pour des projets très spécifiques : construction d'un projet sur l'évolution des métiers d'assistant(e)s de section, la mise en place d'une cellule d'écoute pour la DIRECCTE Champagne Ardenne, construction et mise en œuvre d'un cycle de Management et Bien Etre au travail pour l'ensemble des cadres de proximité de la DIRECCTE Alsace.

Cette dernière action, plutôt abordée sous l'angle d'un projet de service, et porteuse d'une importante réflexion sur les concepts de management au sein des services a généré un fort investissement de la DIRECCTE Alsace, et un partenariat soutenu avec le cabinet EIKOS et la DIRECCTE Lorraine. 33 cadres de la DIRECCTE Alsace participent au cycle, alimentant en continu la réflexion sur un sujet, actuellement en forte mutation.

Centre d'Appel Interministériel de Metz

Le CAI (Centre d'Appels Interministériel), nous à renouvelé sa confiance pour la formation continue de ses agents, informateurs spécialisés travail. 7 modules de formation spécifique ont été conventionnés, notamment sur la réglementation transport, l'agriculture et sur l'indemnisation de la maladie et du chômage partiel, la durée du travail, la loi d'août 2008 et la sécurisation des accords ARTT ; nous travaillons déjà sur la poursuite de notre partenariat pour des formations en 2011.

Coopération Internationale – Ministère du travail du Maroc

Un accompagnement à l'Institut National du Travail et de la Protection Sociale (INTPS) de Rabat, générant 30 journées d'appui autour de 3 missions visant la redynamisation de l'Institut, a été mené sous le contrôle de la MAEI et en partenariat avec le CIF de Nantes. Cet appui s'est concrétisé par le lancement de méthodes de travail et la mobilisation des acteurs locaux, la conduite d'une analyse des

besoins en formation, la construction concertée d'un plan pluriannuel de formation, une formation/action des agents de l'Institut, la construction/formalisation d'outils de pilotage, et de cahiers des charges, un suivi et un accompagnement à distance du projet, la formalisation complète du processus.

Développement des compétences

179 agents pour un total de 427 journées stagiaires, ont bénéficié d'une action d'adaptation, par le biais de modules de formation continue. Les formations, pour la majorité, organisées autour des thématiques de l'Emploi, du Management et de l'administration générale ont reçu une forte adhésion des agents, dont 75 % sont de catégorie A. Les formations organisées

sur le champ travail ont également été fortement mobilisées (dont 60 % d'agents de catégorie B). Il convient de noter que l'intégration d'agents d'autres Ministères (magistrats) est à renouveler, et à développer, pour la richesse des apports et des échanges.

Nous notons également que 7 agents de catégorie C ont suivi une formation au Cif.

Préparation concours

33 stagiaires sont venus préparer l'examen professionnel au CIF de Nancy. Les 2 sessions organisées visaient à se familiariser à l'épreuve de l'écrit pour 24 d'entre eux, et à l'épreuve de l'oral pour 9.

CIF de Nantes

1/ Présentation du CIF

Le Centre Interrégional de Formation de Nantes couvre les régions de Basse-Normandie, Bretagne et Pays-de-la-Loire.

La conception des locaux du CIF de Nantes avec deux salles de formation, une salle de réunion, un hall d'accueil et quatre bureaux facilite les échanges et offre de bonnes conditions de travail.

L'équipe du CIF de Nantes est composée de cinq personnes :

- Brigitte GUILLARD - régisseuse et secrétaire
- Martine FILALI - assistante de formation
- Marie GICQUAUD - assistante de formation du 01/01/2010 au 31/08/2010
- Isabelle MAILLARD - assistante de formation du 01/09/2010 au 31/12/2010
- Loïc POCHE - responsable du CIF

Marie, qui a été reçue au concours d'inspecteur du travail a rejoint l'INTEFP comme IET au 1^{er} septembre 2010.

2/ Indicateurs d'activités 2010

Nombre de stagiaires

	Formation Initiale		Formation Continue		Préparation concours		Mobilité		Total
	H	F	H	F	H	F	H	F	
Catégorie A	0	0	24	13	0	0	21	27	85
Catégorie B	4	12	19	43	2	6	9	35	130
Catégorie C	0	0	2	1	5	21	0	0	29
Total	4	12	45	57	7	27	30	62	244

Nombre de journées stagiaires

	Formation Initiale		Formation Continue		Préparation concours		Mobilité		Total
	H	F	H	F	H	F	H	F	
Catégorie A	0	0	106	52	0	0	311	457	926
Catégorie B	380	1140	72	124	10	26	224	525	2501
Catégorie C	0	0	6	2	27	119	0	0	154
Total	380	1140	184	178	37	145	535	982	3581

L'activité du CIF, c'est aussi un travail d'ingénierie :

- création, adaptation et suivi des modules FICT durée du travail, rémunération, transports et organisation de l'activité de l'agent de contrôle (**18 jours**) ;
- accompagnement de la DIRECCTE de Bretagne sur l'organisation d'un séminaire management et de la DIRECCTE de Basse-Normandie sur la présentation aux partenaires et la réflexion autour des conditions de réussite pour la mise en place d'une organisation apprenante (**14 jours**) ;

- accompagnement des plans de formation de Basse-Normandie, Bretagne et Pays-de-la-Loire (**21 jours**) ;
- construction du dispositif mobilité emploi, des formations maritimes et de développement de partenariat avec des acteurs régionaux (**29 jours**) ;
- recherche et développement sur l'ingénierie des relations sociales, sur l'accompagnement de l'INTPS au Maroc et une participation au GIP-INTER (**17 jours**) ;

L'activité du CIF de Nantes s'est traduite par 267 jours de formation et de réunion sur 400 possibles, soit un taux d'occupation de 67%.

3/ Dispositif de formation

Formation initiale contrôleurs du travail

Le CIF a accueilli durant l'année 2010, un groupe de contrôleurs stagiaires du travail. Les 16 stagiaires ont suivi la formation d'une durée de 20 semaines au CIF, plus 4 semaines en stages entreprise, homologues et organisme.

Le CIF de Nantes a assuré leur spécialisation dans la filière contrôle en entreprise (CEE). A cette formation sont venues s'ajouter des semaines de spécialisation transport et d'accompagnement dans un parcours individualisé de deux contrôleurs stagiaires affectés au Service contrôle de la formation professionnelle.

Le CIF de Nantes organise l'hébergement des stagiaires dans des résidences hôtelières, facilite l'accès au restaurant administratif et s'attache à leur bien-être qui, bien souvent, est un préalable nécessaire à la formation.

Offre de services

Le CIF de Nantes intervient auprès de trois régions en appui de la construction de leur plan régional de formation, en étroite collaboration avec les responsables de formation :

- Benoît DESHOGUES puis Sophie CAHU- Basse-Normandie
- Christiane JULIEN puis Yolaine SZUKALAA - Bretagne
- Nathalie LE BRIS - Pays-de-la-Loire

L'action du CIF de Nantes vise notamment à permettre aux régions de construire leur plan de formation, d'une part avec les ressources de l'INTEFP et d'autre part en mobilisant des ressources propres dans le respect des délais et de la réglementation relative au dialogue social.

Cette année 2010, avec l'arrivée de deux nouvelles responsables de formation, a permis de mettre en place un travail collaboratif entre les trois régions, d'uniformiser les pratiques et de commencer un vrai travail de mutualisation des ressources et des moyens.

Le travail du CIF de Nantes auprès des régions est de mettre la formation des agents au centre du processus de mise en place des DIRECCTE, avec la création de services formation permettant aux régions de se professionnaliser sur la remontée des besoins des agents et des services, sur la création et le développement de partenariats locaux et de réseaux de formateurs internes et externes, sur une maîtrise du cadre réglementaire de la formation tout au long de la vie et sur des propositions pédagogiques différenciées.

Formation continue

Le CIF de Nantes participe à l'offre nationale de formation de l'INTEFP. Le déroulement de la formation continue dans les CIF prend tout son sens quand cette implantation permet aux stagiaires de se retrouver en situation. La formation appareil de levage se déroule sur 2,5 jours dont une journée à l'AFT-IFTIM qui nous accueille gratuitement et nous permet d'utiliser leurs matériels. La montée dans la grue, pour les volontaires, reste un des éléments marquants de la formation.

Préparation concours

Les préparations au concours que ce soit l'examen professionnel ou celui de contrôleur du travail, sont un outil de promotion sociale pour les agents de catégories C et représentent un objectif prioritaire pour le CIF de Nantes.

L'implication des agents se présentant à un concours est une chance pour leur carrière mais est susceptible de représenter un risque en cas d'échec.

Le CIF de Nantes veille modestement à prendre en compte cette implication en favorisant leurs déplacements, leurs hébergements et en leur offrant les meilleures conditions d'accueil possibles.

4/ Les faits marquants

Nous nous attacherons ici à développer différentes activités qui ont marqué l'activité du CIF de Nantes :

- La session nationale à Nantes
- La mobilité emploi
- La carte de visite de la DIRECCTE de Basse-Normandie

La session nationale à Nantes

L'INTEFP organisait, cette année, la trentième session nationale tripartite autour du thème « gouvernance et pratiques d'avenir au sein des entreprises et des territoires ».

Le CIF de Nantes s'est fait une joie d'accueillir les 10 représentants des salariés, les 10 représentants des employeurs et les 10 fonctionnaires pour une semaine de réflexion et de travail dans le cadre du dialogue social.

Le CIF de Nantes est un lieu agréable qui doit favoriser aujourd'hui et demain le dialogue social au sein des organisations.

La mobilité emploi, formation et développement local

Dans le cadre de la Formation Continue, le CIF de Nantes avec celui de Nancy ont pris en charge la conception et la réalisation des formations mobilité

emploi, formation et développement local, la difficulté récurrente des formations emploi étant une formation unique pour une multitude de postes plus particuliers les uns que les autres.

Dans le cadre d'un dispositif de formation plus resserré, nous avons construit 10 jours en CIF, une alternance organisée et identifiée et des formations complémentaires devant permettre une plus grande individualisation de la formation par une meilleure prise en compte de l'expérience des agents en mobilité, par des périodes en alternance et des formations complémentaires mieux adaptées à leur poste de travail.

Après un travail sur les besoins des agents et sur les cœurs des métiers emploi, formation et développement local, qui a permis de mettre en évidence des thématiques et des modules de formation, nous avons réuni des agents expérimentés pour nourrir les contenus, construire des outils pédagogiques et finaliser une trame susceptible de donner du sens.

Le travail de conception a été réalisé dans un objectif d'autonomie des stagiaires, de recherche d'informations et de résolution de problèmes.

Une réunion de l'ensemble des formateurs, après le premier parcours, a permis des échanges, des adaptations et des modifications devant améliorer la formation.

Après deux formations mobilité emploi, formation et développement local, il nous semble difficile de tirer des conclusions. Il ressort néanmoins que les agents ayant suivi cette action ont bénéficié d'un parcours de formation comprenant une combinaison de modules et de situations d'apprentissage susceptibles de répondre à leur demande individuelle initiale.

La carte de visite de la DIRECCTE de Basse-Normandie

L'objectif était de permettre à la DIRECCTE de Basse-Normandie de construire collectivement une présentation des différents services, en se plaçant du point de vue du service rendu aux bénéficiaires.

Cette construction, autour de groupes de travail et dans le cadre d'un comité de pilotage, a été l'occasion de donner du sens à l'action de la DIRECCTE vis-à-vis de ses partenaires.

Les réunions d'échanges ont également permis de mieux comprendre et définir les liens et les interactions entre les différents services d'une DIRECCTE et notamment les nouveaux services.

La présentation aux partenaires a été l'occasion de montrer et d'expliquer une nouvelle organisation de l'Etat aux niveaux régional et départemental.



CIF de Paris

Implanté à Montrouge (Hauts de Seine), le CIF de Paris est l'interlocuteur des régions Ile de France (8 départements : 1600 agents) et Centre (6 départements : 400 agents). Il assure en outre l'ingénierie et la mise en œuvre des actions du plan de formation continue destinées aux agents des directions de l'Administration Centrale (800 agents), ainsi que la gestion administrative et financière de ce plan.

L'équipe du CIF de Paris se compose de huit agents.

Le responsable du CIF de Paris est également en charge du département d'animation et de coordination des CIF (DACIF).

Le CIF de Paris dispose à Montrouge de quatre salles de formations classiques équipées et d'une pièce de formation à distance (4 postes informatiques) permettant d'accueillir au plus 100 personnes sur le site. A la tour MIRABEAU, le CIF dispose de deux salles de formation informatique (au total 18 postes).

1/ Quelques indicateurs d'activité

		Formation Initiale	Formation continue	Préparation concours	Mobilité	Total	Administration Centrale
Nombre de stagiaires	en 2010	34	199	33	36	302	372
	en 2009	50	177	97	222	546	138
Nombre de jour/ stagiaires	en 2010	3230	511	1645	144	5530	850
	en 2009	3250	527	1523	1036	6336	740

2/ Formation initiale des contrôleurs du travail

Dans le cadre du projet de refonte de la FICT piloté au sein du département des CIF, le CIF de Paris a largement contribué avec ses homologues à la nouvelle conception de cette formation professionnalisante et à l'animation des réseaux de formateurs mobilisés.

Le CIF de Paris a mis en oeuvre en 2010 la totalité du cursus de la filière « contrôle en entreprise », au bénéfice de 34 stagiaires répartis en deux groupes. La taille de ceux-ci, comparée à celle de l'an passé : 17 contrôleurs stagiaires contre 25 en 2009 permet dorénavant un meilleur apprentissage, particulièrement lors des travaux d'application (lecture de bulletins de salaire par exemple) et un plus grand suivi de l'alternance.

Ces dispositifs ont par ailleurs généré pour le CIF (et le DACIF) plus de 700 jours consacrés à l'ingénierie (réunions, animation de réseaux, conception de modules,...).

3/ Offre de services

Le CIF de Paris est en charge du plan de la formation continue de l'Administration Centrale (formations informatique, juridique, préparation concours, ...). Le nombre de jours/formation s'est développé (740 à 850), alors même que chacune des directions

d'administration centrale a repris à son compte en 2009 la gestion des formations individuelles. C'est essentiellement le nombre de bénéficiaires qui a cru cette année passant de 2009 à 2010 de 138 à 372 agents.

Ce développement est à mettre au crédit d'un accompagnement formation réactif aux sollicitations des directions. Ainsi ont été montées des formations (souvent courtes, dans des délais qui ne l'étaient pas moins) notamment sur la conduite des entretiens professionnels, la logistique ou encore certains nouveaux modules du cycle management.

Le CIF apporte également son concours pour la mise en œuvre des plans régionaux de formation des régions Ile de France et Centre. L'appui aux régions s'est également porté en 2010 sur l'accompagnement formation des démarches de fusion des services d'Inspection du Travail et la mise en place des DIRECCTE.

Plus de 300 jours d'appui (ou d'ingénierie) ont été consacrés à ces deux aspects de l'offre de services du CIF.

4/ Mobilités

L'accueil des nouveaux arrivants dans les services (essentiellement des attachés d'administration) fait l'objet d'une formation de 4 jours proposée par le CIF avec pour objectif d'appréhender l'environnement

professionnel et d'acquérir une connaissance générale des politiques du ministère. Ont ainsi été formés 36 nouveaux collègues.

Ces parcours, constamment actualisés, ont fait l'objet d'une trentaine de jours d'ingénierie

• **Formation continue :**

Au titre de l'offre nationale, le CIF met en œuvre un volume de stages comparable à celui de 2009 (même en légère progression en terme de stagiaires).

• **Préparation aux concours :**

Depuis 2001 le CIF de Paris organise chaque année, au plan national, le cycle préparatoire au concours interne d'inspecteurs du travail. D'une durée de 17 semaines à plein temps, cette préparation est ouverte aux 16 candidats préalablement reçus au concours d'accès à ce cycle.

Les résultats du cycle 2009 au concours interne IT 2010 montrent que sur les 16 « cyclistes », 15 ont été admissibles (en outre 3 cyclistes 2008 malheureux au précédent concours ont également admissibles) et au final 12 ont été reçus (soit 2 cyclistes sur 3).



CIF de Toulouse

1/ Présentation du CIF

Le CIF a en charge l'accompagnement des deux DIRECCTE des régions Midi-Pyrénées et Languedoc-Roussillon. Ces deux entités régionales sont respectivement dotées de 8 et 5 Unités Territoriales.

Elles regroupent au total près de 800 agents.

Son équipe est composée de trois personnes : un responsable, une assistante de formation et une assistante administrative-régisseuse.

Le fonctionnement du CIF, pour cette année 2010, a été perturbé par le départ en janvier du responsable. Ce dernier n'a pas été remplacé compte tenu des incertitudes liées au projet de déménagement de la DIRECCTE. Et en fin d'année, l'impossibilité de relogement a entraîné la fermeture du CIF le 9 novembre 2010.

2/ Quelques indicateurs d'activité

Stagiaires

	Formation Initiale des Contrôleurs du travail		Formation Continue		Préparation concours		Total
	H	F	H	F	H	F	
Catégorie A			16	23	0	0	39
Catégorie B	6	7	8	14	0	5	40
Catégorie C			1	6	0	22	29
Autres			0	2	0	0	2
Total	6	7	25	45	0	27	110

Jours/Stagiaires

s	Formation Initiale des Contrôleurs du travail		Formation Continue		Préparation concours		Total
	H	F	H	F	H	F	
Catégorie A			48	56	0	0	104
Catégorie B	570	665	21	38	0	20	1314
Catégorie C			2	14	0	88	104
Autres			0	4	0	0	4
Total	570	665	71	112	0	108	1526

3/ Dispositif de formation

Formation initiale contrôleurs du travail

La FICT a représenté l'activité pédagogique la plus importante au sein du CIF. Un cursus de 19 semaines de formation a été proposé qui a généré 1 235 jours/stagiaires.

Le CIF de Toulouse a en charge, depuis 2008, la filière «Réglementation, Travail, Emploi».

Cette année, hormis les stagiaires affectés au service renseignement/SCT, trois contrôleurs du travail stagiaires affectés sur des tâches informatiques ont rejoint le groupe ainsi qu'un agent affecté au service MOE.

Pour ces stagiaires, des parcours individualisés ont été construits répondant aux besoins spécifiques de chacun d'entre eux.

Ainsi, en plus des modules de culture commune et des modules généralistes sur le droit du travail, les informaticiens ont pu bénéficier de formations adaptées. Au CIF, ont été programmées à leur intention, une formation CAP SITERE/REDAC ainsi qu'un module sur l'applicatif SOLID. Ils ont également pu participer aux formations MOSS organisées à l'Institut.

Enfin, des immersions spécifiques ont pu être organisées notamment à la DICOM et au sein du service RH de la DIRECCTE Midi-Pyrénées.

Pour la stagiaire affectée au service MOE, un module a été construit par le CIF (présentation du service, son rôle, ses missions, le partenariat, le traitement des dossiers, etc...). Ce module d'un jour et demi a pu accueillir également deux stagiaires de la FICT de Dijon et de Lille ainsi qu'un agent d'une UT nouvellement affecté.

Concernant le cursus de la FICT, cette année encore, les modules de formation ont fait l'objet d'améliorations au plan pédagogique. Ils ont, pour la plupart, été « revisités » avec les formateurs et de nouveaux ont été intégrés.

Le module de Culture Commune «Agir comme agent du Service Public», et plus particulièrement le statut du contrôleur du travail, a été complété par deux séquences en CIF axées, l'une sur la réforme de la politique de la formation professionnelle publique d'Etat (présentation de la réforme, enjeux, objectifs, qu'est-ce que le DIF, la VAE, etc...), la seconde a été consacrée à la présentation des Instances Paritaires au sein de notre ministère et à la représentation syndicale.

Concernant les modules «filière» :

En plus du module sur l'activité spécifique «Transports», déjà introduit l'an passé, un module de deux jours sur le secteur agricole a été proposé aux stagiaires.

Les deux séminaires de regroupement (Dijon/Toulouse) ont été maintenus. Le premier au mois de juin, à DIJON, sur le thème de la discrimination et la souffrance mentale au travail. Quant au second sur «L'analyse des pratiques professionnelles», qui clôturait la formation, celui-ci prévu initialement sur Toulouse, a eu lieu, compte tenu de la fermeture de la structure, au CIF de Dijon.

L'équipe du CIF de Toulouse a pu accompagner son groupe jusqu'à la fin du cursus de formation.

Formation Continue

Dans le cadre de l'offre nationale de formation proposée par l'INTEFP et malgré un effectif réduit, le CIF a maintenu la mise en œuvre des formations suivantes :

Thématiques	Nbre de stagiaires	Nbre de jours/stagiaires
BTP – Coordination SPS	15	45
Démarche partenariale territoires	12	24
Conventionnement SIAE	12	36
Evaluation Politiques Publiques	8	32
Chorus Budget	11	22
GRH Protection sociale	12	24

Préparation aux concours :

En début d'année, le CIF a terminé la préparation au concours interne de contrôleur du travail dont le démarrage avait eu lieu fin 2009.

Il a également mis en œuvre la préparation aux épreuves écrites de l'examen professionnel de contrôleur du travail.

Par ailleurs, à l'initiative du responsable du CIF, un oral blanc a été organisé, en janvier, à destination des Inspecteurs Elèves du Travail de la région afin de les préparer à l'épreuve du jury final.

L'offre de services aux régions

Compte tenu de l'absence du responsable, cette activité a été maintenue, à minima, et a été assurée par le responsable du CIF de Montrouge en lien avec l'assistante de formation du CIF de Toulouse.

Le CIF de Toulouse a fermé ses portes le 9 novembre 2010 après une année d'activité pédagogique bien remplie !!!

Partie 2

*Les actions
européennes et
internationales/
Partenariats et
dialogue social*

Rapport d'activité **2010** INTEFP



Le RESP

L'INTEFP est membre du Réseau des Ecoles de Service Public (RESP) depuis sa création.

En 2010, André Cano a assuré la présidence du réseau.

Cette présidence a été marquée par deux nouvelles adhésions : Centre d'enseignement Supérieur de la Marine et Ecole Nationale de la Concurrence de la Consommation et de la Répression des Fraudes) et un renforcement des relations institutionnelles du RESP (en tant que réseau), avec la DGAFP sur différents sujets : suites du rapport Lebris, RGPP 2, Solidarité avec Haïti, promotion de la diversité dans la fonction publique.

1/ Les deux assemblées générales des Directeurs des Ecoles organisées par l'INTEFP ont été l'occasion d'élargir et d'enrichir les réflexions du réseau sur le rôle des écoles dans le mouvement de réformes qui touche l'organisation et l'action de l'Etat et la politique de ressources humaines de la fonction publique.

En mai 2010, une demi-journée a été consacrée à la santé-sécurité au travail et au dialogue social dans la fonction publique avec l'intervention de M. Jean-Denis Combexelle, DGT, sur les objectifs du deuxième plan national de santé au travail (PST) et M. William DAB, professeur titulaire de la chaire « Hygiène et Sécurité » au CNAM sur les enjeux de la formation des cadres des organisations publiques et privées aux questions de santé au travail.

La réunion de début novembre a été consacrée à l'action de l'Etat et des collectivités territoriales sur les territoires. Ainsi Philippe MEIRIEU, Vice-Président du Conseil Régional, Jacques GERAULT, Préfet de région, le DIRECCTE et son équipe, ont présenté leur stratégie en matière d'emploi et formation.

Le RiIFT

Le Réseau International des Institutions de Formation dans le domaine du Travail (RIIFT) regroupe depuis 2002 des institutions provenant de l'Union européenne et du Sud de la méditerranée, dont l'Institut National du Travail (Algérie), l'Institut National du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (France), l'Institut National du Travail et de la Protection Sociale (Maroc), l'Institut de Formation de l'Inspection Nationale du Travail (Pologne), l'Autorité pour les Conditions de Travail (Portugal), le Centre de Formation et de Perfectionnement de l'Inspection du Travail de Roumanie.

Le RiIFT est un lieu de réflexion sur les politiques et stratégies de formation. Il est placé sous la coordination du Centre International de Formation de l'OIT de Turin. La charte du réseau retient comme valeurs fondatrices la pertinence du dialogue social en tant que facteur de développement et le rôle régulateur de l'action publique.



De même, une présentation de l'action du CNFPT, délégation Rhône-Alpes pour répondre aux besoins de formation des collectivités territoriales, a été faite par M. TOLLOT, délégué régional.

2/ Les différents groupes de travail se sont réunis régulièrement pour échanger et construire des actions au profit de l'ensemble des écoles :

- Développement des compétences : réalisation d'actions de formation au profit des cadres des Ecoles,
- Communication : création d'une lettre d'information du réseau intitulée Infos RESP et publication de 2 numéros (voie électronique) diffusés à tous les personnels des écoles,
- Sessions inter-écoles, dans le cadre de la formation initiale,
- Rencontres interprofessionnelles des services publics, pour les stagiaires en formation continue,
- Ressources documentaires et pédagogiques / Développement de la formation à distance.

Un séminaire sur les Classes Préparatoires Intégrées (CPI) a été organisé en juin 2010 à l'IRA de Nantes, pour faire un premier bilan du fonctionnement et des résultats de ce dispositif.

Pour plus de renseignements, connectez-vous sur le site : www.resp-fr.org



Le RiIFT fonctionne aujourd'hui sous la forme de réunions thématiques annuelles organisées à tour de rôle par les institutions membres.

La 14ème rencontre du RIIFT, organisée par l'INTEFP à Marcy l'Etoile les 12 et 13 juillet 2010, a été l'occasion d'accueillir au sein du réseau la candidature de deux nouveaux membres qui ont pris part à la rencontre : la Direction des Lois Sociales et la Direction du Bien être du Service public fédéral Emploi, Travail, et Concertation Sociale de Belgique, et l'Ecole de l'Inspection du Travail et de la Sécurité Sociale de Madrid, entité créée en juillet 2009 relevant de l'Inspection Générale du Travail et de la Sécurité Sociale en Espagne.

La thématique de la rencontre a porté sur le rôle de l'administration du travail dans la promotion d'une culture de la santé sécurité au travail. Ces deux journées ont donné lieu à des présentations et échanges croisés

des différentes institutions membres présentes, Algérie, Belgique, Espagne, France, Maroc, Portugal, centres et bureaux régionaux du BIT (ACLAE, CRADAT, Dakar), LAB/ADIM (BIT Genève) et Centre de Turin.

La coopération internationale

L'activité de coopération internationale de l'INTEFP s'inscrit pour l'essentiel dans le cadre des programmes de coopération bilatérale et multilatérale du GIP International. L'Institut contribue à ce titre, avec les autres membres du GIP International intervenant dans le champ du Travail (DGT, ANACT), à la mise en œuvre des programmes pluriannuels conclus avec les différents pays partenaires du Maghreb, de l'Afrique Subsaharienne et de l'Europe Centrale et Orientale. Les actions portent principalement sur la conception et la mise en œuvre de dispositifs de développement des compétences de l'inspection du travail, et plus largement des administrations du travail.

Au Maroc, trois actions ont été réalisées en 2010 visant à apporter un appui à la redynamisation de l'Institut National du Travail et de la Protection Sociale (INTPS). Elles ont débouché sur la mise en œuvre par l'INTPS d'un plan de formation pluriannuel de l'Inspection du travail. L'appui technique doit se poursuivre en 2011 par le renforcement des compétences de l'équipe pédagogique de l'Institut et l'aide à la mise en place d'un système de management de la formation au sein du Ministère de l'Emploi du Maroc. Ces actions s'inscrivent dans le cadre du programme de coopération 2009 - 2011 signé avec les autorités marocaines dont le volet Travail porte essentiellement sur le pilotage et le développement des compétences de l'Inspection du travail, et la promotion de la Santé et de la Sécurité au Travail.

En Tunisie, la DGT accompagne avec l'INTEFP la Direction de l'Inspection Médicale et de la Sécurité au Travail du Ministère des Affaires Sociales dans l'élaboration d'un guide des risques professionnels dans le secteur du BTP et la mise en place d'une « unité de contrôle SST BTP ».

Plusieurs actions ont été conduites en 2010 avec les pays d'Europe Centrale et Orientale. L'accueil d'une délégation de l'inspection du travail albanaise à l'automne 2010 a permis de relancer un programme bilatéral de coopération et de programmer la réalisation d'un appui à l'élaboration d'une méthodologie de visite de l'Inspection du travail dans l'agriculture. Première étape d'un programme de coopération 2010-2011, une visite d'étude sur l'organisation et le fonctionnement de l'Inspection du travail en France a également été organisée en octobre 2010 par la DGT et l'INTEFP à l'intention de l'administration du travail serbe. Dans le prolongement d'un premier voyage d'étude réalisé en décembre 2009 sur les méthodes d'intervention de l'Inspection du travail, une délégation du Service Fédéral du Travail et de l'Emploi de Russie a été accueillie en



mars 2010 pour aborder le système de formation des inspecteurs du travail dans le contexte législatif et réglementaire français.

Les actions de coopération avec les pays de l'Afrique subsaharienne portent sur le renforcement des capacités de l'inspection du travail dans le domaine de la santé sécurité au travail. Depuis plusieurs années, des actions bilatérales ont été réalisées au bénéfice des agents de l'Inspection du travail du Bénin, du Mali et du Sénégal. Un programme de formation action s'est nouvellement développé en 2009 et 2010 avec le Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité Sociale du Togo. Au Gabon, une mission réalisée conjointement par le GIP International, la DGT et l'INTEFP en mai 2010 a débouché sur la proposition d'un appui ambitieux à la mise en place et la professionnalisation de deux inspections du travail spécialisées dans les secteurs économiques clés du pays (Pétrole et hydrocarbures, secteur forestier).

Sur le plan de la coopération multilatérale, les guides méthodologiques de l'inspection du travail pour les administrations du travail des sept pays francophones du programme du programme BIT/ADMITRA ont été finalisés par les pays partenaires (Bénin, Mali, Mauritanie, Niger, République Centrafricaine, Sénégal et Togo). Ces guides entendent servir de référentiel pour les agents de l'inspection en étant notamment intégrés aux curriculums de formation des pays concernés.

Le Centre international de formation du BIT de Turin sollicite régulièrement l'INTEFP pour illustrer, à travers la réalité française, la mise en œuvre des politiques publiques dans le champ de l'emploi et de la formation professionnelle. Un séjour d'étude a été organisé en mars 2010 à l'intention de 22 représentants de différents pays anglophones sur le thème des méthodologies de recueil et d'analyse de l'information du marché du travail.

La session nationale

Depuis 1986, les sessions nationales de l'INTEFP offrent aux acteurs sociaux et publics un lieu privilégié de dialogue qui entend contribuer au débat social et enrichir la réflexion sur les problématiques économiques et sociales. Chaque session questionne une thématique porteuse d'une dimension prospective et fait l'objet d'un colloque de clôture puis d'une publication.

Sur le thème « Gouvernance et pratiques d'avenir au sein des entreprises et des territoires », la XXX^{ème} session nationale s'est déroulée de septembre 2009 à mai 2010 avec un cycle de 5 modules d'une semaine, dont deux déplacements en Andalousie et en Ecosse.

Le contexte de la crise actuelle est marqué par la perte de repères et de perspectives. Il accroît le sentiment d'irréversibilité des effets négatifs d'un mode de développement et de croissance basé sur la rentabilité à court terme. Il invite à reconsidérer la dimension humaine de l'entreprise, la place du capital humain et sa contribution à la valeur et, par voie de conséquence, à repenser les modes de gouvernance des entreprises et leur rapport à la performance.

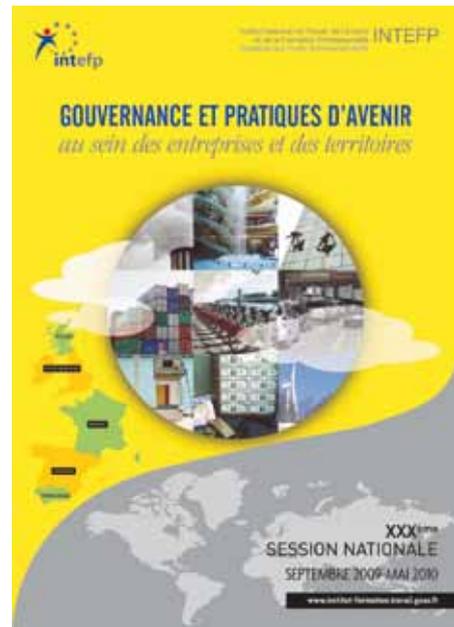
Sous la pression de plusieurs facteurs (la crise financière, la limite des ressources, le réchauffement de la planète, la destruction d'emplois et d'activités, les menaces de cohésion sociale), les entreprises, volontaires ou contraintes, vont être poussées au changement et à s'organiser pour répondre à ces enjeux à long terme.

Le « développement durable » semble être devenu le cadre de référence incontournable qui guiderait l'évolution des comportements individuels et collectifs au sein des entreprises et plus largement des institutions et de la société civile.

Les auditeurs ont dès lors cherché à cerner des démarches tangibles, en identifiant des « pratiques d'avenir » dans les manières d'entreprendre, les modes de gouvernance au sein des entreprises et des territoires et les modes de mobilisation, d'usage et de renouvellement des ressources tant financières qu'humaines et environnementales.

Clôture de la XXX^{ème} session, les auditeurs ont proposé à un large public la restitution de leurs travaux aux « Ateliers de l'INTEFP », le 18 novembre 2010 à la Présidence de l'Assemblée Nationale dans les locaux de l'Hôtel de LASSAY.

Ouverte par le Président de l'Assemblée Nationale, le Président du Conseil d'Administration de l'INTEFP et le Directeur de l'Institut, cette manifestation a réuni plus de 220 participants, cadres d'entreprises privées et publics, cadres de l'administration du travail et des



collectivités territoriales, élus, représentants des organisations professionnelles et syndicales, chercheurs et intervenants des sciences sociales. La journée, animée avec le soutien de l'Association des Journalistes de l'Information Sociale (AJIS), a notamment mis en évidence :

- l'émergence de nouvelles logiques dans la gouvernance des entreprises, par l'élargissement des parties prenantes, l'approfondissement de la démocratie, la coopération territoriale et le management en réseaux.
- La recherche de nouveaux modèles de développement et de nouvelles pratiques de gouvernance, à travers des questions clés que sont la confiance entre les acteurs, les conditions de la prise de décision et les conditions de création de la valeur.

Présentées sous la forme d'analyses et de mises en débat par l'ensemble des auditeurs de la session, ces thématiques ont également bénéficié de l'intervention d'un représentant du gouvernement écossais, de nombreux apports et témoignages de partenaires sociaux, dirigeants d'entreprise, universitaires et chercheurs.

La conception et la mise en œuvre de la session ont bénéficié de l'appui des membres du Conseil Scientifique mis en place par l'INTEFP : Michel BOUTON, Association des Auditeurs de l'INTEFP, Pierre-Yves GOMEZ, Directeur de l'Institut Français de Gouvernement des Entreprises – EM Lyon, Pascale LEVET, Directrice technique et scientifique de l'ANACT, Christian du TERTRE, Professeur en sciences économiques - Paris 7. Une publication reprendra en 2011 les travaux issus de la session.

Autre action de partenariat et de dialogue social

Les auditeurs de la III^{ème} Session Régionale de l'INTEFP pour améliorer le dialogue social en Martinique avaient préconisé en 2000 la création d'un Institut du Travail de la Martinique - ITM. Un avenant à l'accord interprofessionnel sur « Le dialogue social, le droit syndical et les conditions de travail » du 3 avril 2009 a relancé ce projet resté jusqu'alors sans suite.

Un séminaire organisé en partenariat avec l'INTEFP fin 2009 a permis aux partenaires sociaux de Martinique de recenser et partager les points à prendre en compte sur lesquels il convenait d'agir en matière de conditions

de travail et de dialogue social sur le territoire, de définir les axes de travail attendus de l'ITM, de réfléchir à un partenariat possible avec l'Université des Antilles et de la Guyane, et d'éclairer les choix possibles en termes de gouvernance et de forme juridique de la structure.

Le projet s'est concrétisé par la création au premier semestre 2010 de l'Institut de Formation et de Recherche sur le Travail de la Martinique, sous la forme d'une association paritaire, dont la vocation première est de développer les compétences des acteurs sociaux dans le champ économique et social.

Coopération avec le BIT : Séminaire francophone sur le Travail Forcé

L'INTEFP a co-organisé avec le Bureau International du Travail un séminaire portant sur le thème de « l'Inspection du travail et du travail forcé » qui s'est déroulé les 18 et 19 mars derniers dans les locaux de Marcy l'Etoile.

Cette manifestation a réuni une trentaine d'inspecteurs du travail des différents pays francophones (Belgique, Luxembourg, Portugal, France) mais aussi des ONG comme le comité contre l'esclavage moderne et la coordination du dispositif national d'accueil et de protection des victimes de la traite des êtres humains.

Cette problématique portée par l'OIT dans le cadre de son programme d'action spécial pour combattre le travail forcé a déjà fait l'objet d'un manuel, véritable outil à l'usage des inspecteurs du travail qui a été rédigé en anglais puis adapté en espagnol et qui sera traduit en français.

Ce manuel est un outil pédagogique qui explique ce que recouvrent ces deux notions de travail forcé et de traite des êtres humains, quelles sont les formes qu'elles peuvent prendre de nos jours, et de quelle façon elles peuvent être détectées, tout en soulignant le rôle des inspecteurs du travail. Il aborde également l'identification et la prise en charge des victimes, les problèmes que peuvent rencontrer les inspecteurs du travail, ainsi que la coopération avec d'autres acteurs

Les inspecteurs du travail ont un rôle essentiel car ce sont souvent les premières personnes à pouvoir donner l'alerte en cas de violation des droits fondamentaux au travail.

Cette rencontre a été un lieu d'échanges de pratiques professionnelles des différents pays et les travaux en ateliers ont permis d'enrichir et d'améliorer la version provisoire rédigée par Mesdames Aurélie HAUCHERE et Beate ANDREES du BIT de Genève.

Les interventions des représentants de la DGT, autorité centrale de l'inspection du travail en France, de l'Office Central de Lutte contre le Travail Illégal, ainsi que celle du directeur du bureau du BIT à Paris ont été des moments importants de cette rencontre.

Pour le compte du ministère du travail français, la DGT va poursuivre les travaux et organiser une réunion de travail avec les inspecteurs du travail présents au séminaire afin de faire la synthèse des réflexions permettant d'enrichir le manuel et sur ce champ nouveau, développer des outils d'information.

L'INTEFP suit ces travaux et devant le succès de cette manifestation, le BIT envisage une nouvelle rencontre à l'institut étendue aux pays francophones de la méditerranée et le représentant français du Groupe d'experts sur la lutte contre la traite des êtres humains mis en place au sein du conseil de l'Europe.



Partie 3

*Fonctions
supports*

Rapport d'activité **2010** INTEFP



Secrétariat Général

Le secrétariat général de l'Institut National du Travail de l'Emploi et de la Formation Professionnelle est structuré en 4 départements:

- Le département des ressources humaines,
- Le département finances,
- Le département logistique,
- Le département informatique.

Quelques chiffres pour illustrer son activité :

- Les agents ont participé à 143 actions de formation¹
- Préparation et suivi de 2 marchés publics d'assistance à la conception d'outils et de produits pédagogiques et d'animation de formation d'un montant de 570 000 €,
- Préparation et suivi de 17 marchés de travaux dans le cadre de la rénovation et de l'extension du restaurant d'un montant de 1 670 000 €,
- 12 000 factures et états de frais de déplacement mis en paiement,
- 1 000 demandes d'intervention de maintenance dont 600 pour les seuls hébergements,
- 300 navettes entre Marcy l'Etoile et la gare de Lyon Perrache,
- 16 574 nuitées et 32 580 repas servis au restaurant,
- Parc de 600 machines informatiques à gérer.

29 agents travaillent au quotidien pour assurer le fonctionnement de l'établissement.

Leurs compétences sont variées ce qui constitue la richesse des équipes qui le composent.

Au service de tous les départements et services constituant l'INTEFP, ils doivent répondre avec réactivité aux demandes qui leur sont faites, les commanditaires, bien souvent intervenant eux mêmes dans l'urgence.

L'année 2010 se caractérise notamment par :

- le démarrage du chantier d'extension / rénovation du restaurant d'un montant de 2 500 000 €,
- le déploiement du projet MOSS et l'ouverture d'un réseau wifi,
- la poursuite en améliorant notre pratique de la démarche de contrôle interne et de contrôle de la dépense publique,
- la préparation de la délivrance des bulletins de paye aux intervenants pour une entrée en application au 1er janvier 2011, qui a mobilisé les agents de la direction des études et ceux de secrétariat général.

Enfin le secrétariat général a participé à l'élaboration du Schéma Pluriannuel de Stratégie Immobilière (SPSI). Comprenant une partie diagnostic et une autre fixant des orientations sur 5 ans, le SPSI a pour objectif d'améliorer la connaissance de nos biens immobiliers et de les inscrire dans une démarche de performance immobilière.

Validé par la tutelle, il faisait partie au 1er décembre 2010, des 24 SPSI pour lesquels France domaine avait émis un avis favorable sur les 133 avis rendus.

Nous disposons ainsi d'un cadre précis pour poursuivre la valorisation de nos bâtiments sur le site de Marcy l'Etoile et consolider notre implantation territoriale au travers de nos Centres Interrégionaux de Formation.

Le secrétariat général a assuré la préparation de 4 Conseils d'Administration.

Les instances de concertation (Comité Technique Paritaire Central, Comité Central d'Hygiène et de Sécurité) sont complètement opérationnelles et se réunissent régulièrement.

En 2010, nous totalisons 8 réunions du CTPC et 3 du CCHS.

Le CTPC a été renouvelé au mois d'octobre après la tenue d'élections faisant ressortir un taux de participation de 87%.

¹ 1 même agent pouvant suivre plusieurs actions de formation.

L'Agence comptable

L'agence comptable est composée de 3 personnes, 1 agent de catégorie B et l'agent comptable à temps plein et 1 agent contractuel à temps partiel pour l'archivage et le classement.

Les missions de l'agence comptable sont les suivantes :

- la tenue de la comptabilité et l'animation et le contrôle du réseau des régisseurs,
- la conservation des fonds et des valeurs ainsi que les pièces justificatives,
- Production des comptes auprès de la Cour des Comptes.

L'agence comptable est le dernier maillon de la chaîne des processus de dépenses et de recettes. A ce titre, elle procède au visa des pièces comptables transmises par les services Budget Finances et Ressources Humaines en vue de payer les dépenses et de recouvrer les recettes.

Une des activités importantes de l'agence comptable est la gestion des régies situées à Marcy l'Etoile et dans les Centres Interrégionaux de Formation (CIF).

En 2010, la configuration territoriale des CIF a engendré la fermeture de 2 des 8 régies, à savoir Toulouse fin Octobre 2010 et Dijon fin Décembre 2010. Au 31 Décembre 2010, les 6 régies actives sont celles de Marcy l'Etoile et des CIF de Bordeaux, Lille, Montrouge, Nancy et Nantes.

La régie du service Accueil Vie Collective de Marcy l'Etoile gère l'encaissement en espèces des hébergements et le paiement de menues dépenses liées au fonctionnement de l'Institut.

Les régisseuses en CIF règlent les indemnités de stage et les frais de déplacement des stagiaires en formation initiale ou continue.

Le rôle de l'agence comptable est de contrôler l'exactitude des remboursements effectués et de provoquer la reconstitution de l'avance mise à disposition pour les dépenses.

REGIE	Montant total des dépenses en 2010
BORDEAUX	83.629,02 €
DIJON	63.102,67 €
LILLE	53.451,80 €
MARCY	171,10 €
NANCY	63.373,51 €
NANTES	93.004,65 €
PARIS	131.482,19 €€
TOULOUSE	43.543,47 €€

Les chantiers de l'agence comptable en 2010 sont les suivants :

- Mise à jour avec le service Budget finances du guide de l'indemnisation des frais de mission à usage interne ;
- Participation au groupe de travail relatif à la mise en œuvre à compter de Janvier 2011 des bulletins de paie au profit des formateurs occasionnels en lien avec les services Ressources Humaines, Budget Finances et la Direction des Etudes ;
- En relation avec le service Dépôt de fonds de la Direction Régionale des Finances Publiques de la région Rhône Alpes et suite à une directive du ministère, la trésorerie est désormais placée sur des comptes à terme, ce qui impose une trésorerie active au quotidien.

Ressources Humaines

Le département des ressources humaines (RH) est composé de 5 personnes :

- 2 personnes chargées de la gestion statutaire (statuts, gestion administrative, formation et action sociale) : un responsable et un gestionnaire de personnel
- 2 personnes chargées de la paie : un responsable et un gestionnaire de paie
- 1 chef de département qui a assumé également les fonctions de secrétaire général adjoint jusqu'à son départ en novembre 2010, non remplacé depuis, le secrétaire général assumant la fonction de responsable R.H.

1/ Formation du personnel

Les besoins de formation ont été identifiés lors des entretiens professionnels.

Ils sont inscrits dans le plan de formation de l'INTEFP avec des priorités résultant des orientations ministérielles, de la direction et du chef de département.

Le plan, validé en CTPC a été mis en oeuvre tout au long de l'année 2010, des modifications pouvant être apportées dans le cadre d'une commission de suivi issue du CTPC.

Les principaux éléments de bilan sont les suivants :

- Budget initial de 50 000 € réalisé pour un montant de 52 309 € après identification de besoins complémentaires validés par la commission de suivi du CTPC,
- 87 agents sur un effectif total de 105 ont suivi une formation : 31 A, 28 B et 28 C,
- le nombre de formations suivies par les agents est de 143, un même agent pouvant participer à plusieurs actions de formation,
- le nombre de jours de formation total s'élève à 240 jours,
- la moyenne de jours de formation s'établit à 3.69 pour un agent de catégorie A, 2.13 pour un agent de catégorie B et 2.3 pour un agent de catégorie C.
- 87.5% des agents de catégorie C ont participé à une action de formation

Les domaines de formation varient selon les catégories : bureautique, management, gestion de projet, ingénierie pédagogique, gestion de groupes...

2/ Action sociale

En 2010, l'INTEFP a consacré 24 000 € aux dépenses d'action sociale au profit de son personnel.

Une subvention de 23 500 € a également été attribuée à l'association INTERlude qui est ouverte tant au personnel de l'INTEFP qu'aux inspecteurs élèves du travail en résidence à Marcy l'Etoile.

3/ Suivi de la masse salariale

Comme en 2009, un suivi efficace et permanent des dépenses de masse salariale par le biais d'indicateurs et d'outils de reporting pertinents et partagés avec la tutelle s'est déroulé tout au long de l'année.

Les dépenses totales de rémunération s'élèvent à **5 638 178 € soit un taux d'exécution de 99.04%**.

4/ Les effectifs

Les effectifs physiques présents sont les suivants :

- au 1^{er} janvier 2010: 35 A, 30 B et 29 C, auxquels s'ajoutent 3 agents mis à disposition, 2 B et 1 C soit 97 agents au total dont 94 rémunérés.
- au 31 décembre 2010 :36 A, 31 B et 31 C, auxquels s'ajoute 3 agents mis à disposition soit 101 agents au total dont 98 rémunérés.

Sur l'année l'effectif moyen rémunéré s'élève à 94.14

5/ Les départs

Origine	Départ	Noms
Marcy l'Etoile	Coordination générale	Béatrice BONNET
	Formations continues	Yves DEROCHE
	Formations continues	Barbara CHAZELLE
	SG Accueil vie collective	Pascale HERMIER
	Formations continues	Patricia BARTHELEMY
	Secrétariat Général	Raphaël BAUDRIMONT
	SG Accueil vie collective	Odile STEPHAN
CIF	CIF Nantes	Christine LE GOFF
	CIF Montrouge	Marlène CARUGE
	CIF Toulouse	Jérôme THOMAS
	CIF Montrouge	Marie-Laure COULON
	CIF Nantes	Marie GICQUAUD
	CIF Toulouse	Catherine JOUBERT
Total		13

6/ Les arrivées

Lieu de travail	Affectation	Noms
Marcy l'Etoile	Formations continues	Christine FABRE
	Formations continues	Annie LAYOUNI
	Formations continues	Julie GINECCI
	Direction	Jean ESPINASSE
	Formations continues	Anne DUCHATEAU
	SG Accueil vie collective	Isabelle DARGERÉ
CIF	CIF de Nantes	Marie GICQUAUD
	CIF de Montrouge	Florence POTERAK
	CIF de Montrouge	Douceline HAUSSOULIER
	CIF de Montrouge	Lucie HADDAD
	CIF de Nantes	Isabelle MAILLARD
Total		11

Département finances

Le Département Finances est composé du service "Achats Publics" et du service "Budget Finances". Piloté par le Chef du département, et en lien avec les services, le Département Finances :

- construit le budget avec les services gestionnaires et le met en œuvre
- s'assure que les achats sont faits dans le respect du code des marchés publics

- veille à maîtriser la dépense tout au long de l'année, dans les limites de ce budget
- élabore des procédures et les diffuse pour améliorer la qualité de la gestion
- prend une part active à la préparation de certaines décisions soumises au vote du Conseil d'Administration

Le service Achats Publics

1/ Présentation du service

Le service Achats Publics est composé de 2 personnes à temps complet.

Il est chargé de procéder aux publicités et aux achats dont le montant est supérieur à 20 000 € HT, pour leur partie administrative/juridique (mise en œuvre des procédures d'achat, rédaction des documents administratifs).

Il met à disposition de tous les départements et services de l'INTEFP des documents types pour les achats dont le montant est inférieur au montant précité.

Il maintient à jour le corpus des règles de l'achat public et s'assure de son appropriation par les services gestionnaires.

Il est chargé du suivi administratif et financier des marchés publics supérieurs à 20 000 € HT, et notamment de la vérification des factures émises par les titulaires de ces différents contrats.

à de nombreux marchés subséquents en matière de :

- Assistance à la conception de formations et animation de formations à la pédagogie
 - Conception et animation de formation en face à face pédagogique dans le cadre de la formation initiale des inspecteurs et des contrôleurs du travail - module intitulé « gestion des situations de contrôle et d'accueil difficiles »
 - Animation de séminaires incluant une assistance à leur préparation.
- pour un montant annuel estimé à 420 000 euros TTC.

- l'accord cadre multi-attributaire pour « la préparation aux concours et examens pour l'INTEFP », notifié le 14 décembre 2010, qui donne lieu à des marchés subséquents, pour un montant annuel estimé à 150 000 euros TTC.

Ces procédures d'accords cadre sont prolongées, grâce à un groupe de travail permanent, par des échanges et suivis réguliers entre les divers départements de la Direction des Etudes et le service Achats Publics.

- les dix sept marchés de travaux relatifs à l'opération de « Rénovation et d'extension du restaurant de l'INTEFP », notifiés le 1er juin 2010 pour un montant annuel estimé de 1 670 000 euros TTC.
- le marché public relatif aux « prestations de nettoyage des hébergements de l'INTEFP » avec vitrerie et blanchisserie, notifié le 13 décembre 2010 pour un montant annuel estimé de 120 000 euros TTC.

2/ Recensement de quelques marchés publics

Les achats formalisés les plus marquants réalisés et conclus au cours de l'année 2010 sont les suivants :

- les accords cadre multi-attributaire « d'assistance à la conception d'outils et de produits pédagogiques et d'animation de formation et de séminaires pour l'INTEFP », notifiés le 21 juillet 2010, qui donnent lieu

Le service budget finances

Pour assurer ses missions, le service est composé de six personnes (dont deux agents de catégorie B)

Le service Budget Finances assure les missions suivantes :

- préparation et exécution budgétaire de l'établissement public (nomenclature comptable M9-1),
- indemnisation des stagiaires de la formation continue pour le compte de tout le ministère (administrations centrales et services déconcentrés),

- indemnisation des stagiaires (contrôleurs du travail stagiaires) et des élèves (inspecteurs élèves) en formation initiale,
- comptabilité fournisseurs, mise en paiement des factures,
- comptabilité clients, mise à l'encaissement des recettes,
- interface avec l'agence comptable.

Comme chaque année, plus de 12 000 factures et états de frais de déplacement ont été mis en paiement, aussi bien par le service que les régies en CIF.

**Quelques actions menées en 2010
particulièrement marquantes du service :**

- élaboration et diffusion d'un « Guide de saisie du bon de commande dans Sirepa », à usage interne, outil pratique facilitant les tâches de gestion
- mise à jour avec l'agence comptable du guide de l'indemnisation des frais de mission, à usage interne, document sécurisant les opérations
- déploiement avec le service des Ressources Humaines de bulletins de paie au profit des formateurs

intervenant à titre personnel (agents du Ministère) Il s'agit là d'une action d'envergure dont le déploiement a été réalisé en janvier 2011, qui a nécessité la mobilisation des agents du service, du département ressources humaines et de la direction des études durant le second semestre de l'année 2010

- production de certains coûts directs par exploitation de la comptabilité analytique

Quelques masses financières de l'établissement :

	Dépenses 2010
Fonctionnement hors personnel	9 355 967
dont frais de déplacement	4 063 902
dont rémunération des formateurs	1 614 834
personnel	5 638 178
Total dépenses fonctionnement	14 994 145
investissement	1039 120
Total des dépenses (y compris non décaissables)	16 033 265

	Recettes 2010
Subvention DAGEMO	15 500 000
Autres ressources	636 939
Total recettes fonctionnement	16 136 939
Investissement	9 000
Total des recettes (y compris non encaissables)	16 145 939

Département Logistique

Le Département Logistique est composé de deux services :

- Le service Accueil et Vie Collective composé de 4 agents, gère les questions relatives à l'hébergement, la restauration et assure les missions d'accueil des résidents.
- Le service des Moyens Généraux composé de 6 agents assure la maintenance des locaux du site de Marcy l'Etoile et des Centres Interrégionaux de Formation, du parc automobile, la reprographie, et les déplacements des résidents.

Le chef du département logistique est, en plus de la supervision et de l'animation de ces 2 services, chargé de la fonction d'ACMO. Il suit les travaux d'extension et de rénovation du restaurant qui ont débuté en juillet 2010 et devraient se poursuivre jusqu'en mars 2012.

Le déménagement du CIF de Lille et la fermeture de celui de Toulouse ont mobilisé par ailleurs les agents du service.

Mission ACMO

En 2010, l'activité s'est concentrée sur l'animation du CCHS de l'INTEFP, la mise en place et le suivi du plan de continuité (grippe H1/N1), l'évaluation des risques professionnels.

Travaux d'extension et de rénovation du restaurant

L'action majeure en 2010 a consisté à la mise en place de l'appel d'offres au titre du marché public, concernant les différents lots de corps de métiers appelés à intervenir dans le cadre de la réalisation des travaux d'extension/rénovation du restaurant.

Une action analogue a été mise en place concernant les différents experts associés à la démarche (contrôle technique, CSPS, SSI).

Le permis de construire a été délivré le 29 mars 2010. Les travaux d'extension ont débuté en juillet 2010 comme prévu.

Deux visites du CCHS de l'institut se sont déroulées en septembre et décembre 2010.

Le planning des travaux a été respecté tout au long de la période hivernale. A ce jour le calendrier est respecté.

Centres Interrégionaux de Formation de Lille et Toulouse

La mise en place de la réforme générale des politiques publiques a contraint l'institut à prendre des dispositions pour d'une part trouver un nouveau site d'activité à Lille et, d'autre part, fermer celui de Toulouse.

Les dispositions de coordination et de réalisation des travaux d'aménagement pour l'un et de déménagement pour l'autre ont été menées avec l'appui des agents des

deux CIF concernés ainsi que des 2 DIRECCTE Nord Pas-de-Calais et Midi-Pyrénées.

A/ Service Moyens Généraux

Le service en quelques chiffres :

- 700 000 reprographies
- conditionnement et reprographie de 300 classeurs de 400 pages
- 1000 demandes d'intervention de maintenance le site dont 600 dans les hébergements
- 300 navettes pour assurer le transport des résidents de Marcy l'Etoile à la gare de Lyon Perrache.

1/ Principaux travaux réalisés en 2010 :

1.1/ Sur le site de Marcy l'Etoile :

Travaux et remplacement de matériels programmés :

D'un montant total de 120 000 €, ils ont concerné :

- Des travaux d'espaces verts tels qu'élagages et abattages d'arbres,
- La réalisation d'un diagnostic accessibilité pour les personnes en situation de handicap avec l'engagement de travaux tels que la mise en place d'une plate-forme élévatrice,
- Remplacement d'équipements dans les hébergements et salles de détente et de restaurant : régulation eau chaude sanitaire, régulation air, lave-linge et sèche-linge destinés aux résidents,
- Achat de 3 véhicules remplaçant des véhicules anciens remis aux domaines,
- Travaux de mise en conformité des climatisations,
- Lancement bilan carbone,
- Diagnostic de détection amiante,
- Remplacement d'un compresseur (pour gonflage pneus)
- Remplacement de l'appareil de lavage haute-pression,
- Thermographie des armoires électriques.

Montant total TTC : environ 120 000 euros

Travaux et remplacement de matériels non programmés :

- Opérations de déneigement avec l'aide d'un prestataire extérieur : l'année 2010 a connu plusieurs épisodes neigeux, l'INTEFP a enregistré jusqu'à 29 cm de neige,
- Achat d'une cellule de refroidissement et d'une armoire froide pour la cuisine,

- Remplacement de tous les flexibles de douches dans les hébergements,
- Remplacement de la barrière à l'entrée du site,
- Pose de stores intérieurs salle G2.

Montant total TTC : environ 46 600 €

1.2/ Sur les différents Centre Interrégionaux de Formation :

CIF BORDEAUX

- Remplacement du réfrigérateur
- Réfection peinture murale et plafond
- Remplacement des stores intérieurs

Montant TTC : 23 000 €

CIF DE MONTROUGE

- Achat d'une fontaine à eau
- Mission de faisabilité pour la recherche de nouveaux locaux

Montant TTC : 3000 €

CIF DE LILLE

- Aménagement du CIF dans de nouveaux locaux : Travaux et mobilier.

Montant TTC : 80 000 €

CIF DE LYON

- Achat de deux bureaux et caissons
- Travaux de climatisation
- Travaux sur sanitaire

Montant TTC : 2 000 €

CIF DE NANCY

- Suite à cambriolage, remplacement de la porte par une porte blindée
- Remplacement chauffage dans une salle de formation

Montant TTC : 11 000 €

2/ Consommation des fluides

Consommation électrique :

Elle s'élève à 119 648 €.

Pour rappel elle est constituée par le chauffage dans les 3 hébergements, la production d'eau chaude sanitaire, les climatisations et les points lumineux de l'institut.

Elle était de 106 171.55 € en 2009.

Consommation de gaz naturel :

Elle s'élève à 39 248,49 €.

Pour rappel, elle est constituée par le chauffage des bureaux, salles de formation ainsi que le fonctionnement de la cuisine.

Elle est pratiquement identique à celle de l'année dernière.

Consommation d'eau :

Elle s'élève à 17 242.44 € contre 25 247.82 € en

2009. Cette baisse significative de 32 % s'explique par la détection de fuites d'eau et leur réparation.

La consommation moyenne mensuelle est de 542 m³ soit 542 000 litres d'eau.

La consommation annuelle est de 6 504 m³ soit 6 504 000 litres d'eau.

3/ Actions s'inscrivant dans une politique de développement durable :

Tri sélectif du papier :

En 2010, nous avons pu contribuer à la sauvegarde de l'environnement grâce aux collectes de papier organisées toutes les 4 semaines. Cet effort représente 66 arbres sauvés selon le certificat délivré par le prestataire spécialisé en charge de la collecte.

Tri sélectif du verre :

Chaque semaine, un agent du service va déposer les bouteilles en verre dans les containers de Marcy l'Etoile.

Tri sélectif varié :

Nous allons régulièrement à la déchetterie de St Genis les Ollières afin d'y déposer le matériel non vendu et pour lequel nous avons l'accord des domaines pour sa destruction.

Remplacement de deux véhicules réformés par 2 véhicules éligibles au bonus écologique.

Remplacement des gobelets en plastique pour les fontaines à eau par des gobelets en amidon de maïs 100% biodégradable.

Commande d'une partie des agendas et calendriers en **papier recyclé** et encres végétales.

Mise en place du bilan carbone :

C'est un outil de comptabilisation des émissions de gaz à effet de serre devant tenir compte de l'énergie primaire et de l'énergie finale des produits et services.

B/ Service Accueil Vie Collective

Le service en quelques chiffres :

- 16 574 nuitées sur le site de Marcy l'Etoile en diminution de 9.3% par rapport à 2009
- Un taux d'occupation des hébergements de 66% contre 70% en 2009
- 2 484 nuitées externalisées sur l'agglomération Lyonnaise en diminution de 8.5% par rapport à 2009
- 32 580 repas servis au restaurant

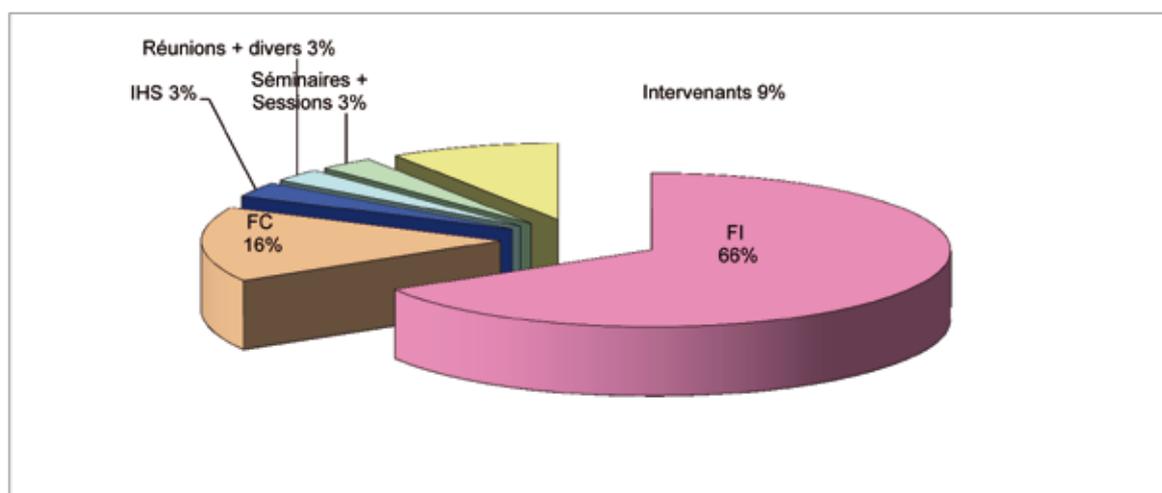
1/ Hébergement

EVOLUTION DU PUBLIC ACCUEILLI SUR LE SITE DE MARCY						
MOIS	TOTAL NUITEES Année 2009	TOTAL NUITEES Année 2010	Evolution	TOTAL PERSONNES Année 2009	TOTAL PERSONNES Année 2010	Evolution
Janvier	2036	1571	-22,84%	679	706	3,98%
Février	2116	1946	-8,03%	678	699	3,10%
Mars	881	1747	98,30%	467	691	47,97%
Avril	2053	1593	-22,41%	773	547	-29,24%
Mai	1578	1348	-14,58%	615	587	-4,55%
Juin	1479	1594	7,78%	582	879	51,03%
Juillet	987	497	-49,65%	331	178	-46,22%
Août	31	66	112,90%	14	19	35,71%
Septembre	2271	2153	-5,20%	817	829	1,47%
Octobre	1905	1503	-21,10%	727	554	-23,80%
Novembre	2135	1911	-10,49%	784	757	-3,44%
Décembre	805	645	-19,88%	389	259	-33,42%
TOTAL	18277	16574	-9,32%	6856	6705	-2,20%



STATISTIQUES HÉBERGEMENT PAR TYPE DE PUBLIC SUR LE SITE DE MARCY L'ETOILE

	FI	FC	IHS	Réunions + Divers	Séminaires + Sessions	Intervenants	TOTAL NUITÉES
Janvier	1083	164	118	19	51	136	1571
Février	1587	239	0	15	0	105	1946
Mars	533	662	0	76	247	229	1747
Avril	1188	246	0	5	0	154	1593
Mai	802	386	0	63	0	97	1348
Juin	906	406	0	49	71	162	1594
Juillet	302	87	0	4	51	53	497
Août	64	0	0	0	0	2	66
Septembre	1816	80	0	31	27	199	2153
Octobre	992	84	172	107	27	121	1503
Novembre	1363	142	154	52	0	200	1911
Décembre	368	106	63	28	21	59	645
TOTAL 2010	11004	2602	507	449	495	1517	16574
TOTAL 2009	13583	2313	361	338	392	1290	18277
EVOLUTION 2009 / 2010	-18,99%	12,49%	40,44%	32,84%	26,28%	17,60%	-9,32%



1.2/ Externalisation hébergements (individuels et groupes)

EVOLUTION TOTAL NUITEES EXTERNALISEES PAR TYPE DE PUBLIC							
Année	FI	FC	IHS	Réunions + Divers	Séminaires + Sessions	Intervenants	TOTAL
2009	2035	349	72	56	20	182	2714
2010	1130	390	0	167	643	154	2484
Evolution	-44,47%	11,75%	non significatif	198,21%	3115,00%	-15,38%	-8,47%

L'externalisation des hébergements est rendue nécessaire lorsque le site de Marcy l'Etoile est complet et qu'il n'est pas possible de reporter des stages ou séminaires d'études à une date ultérieure.

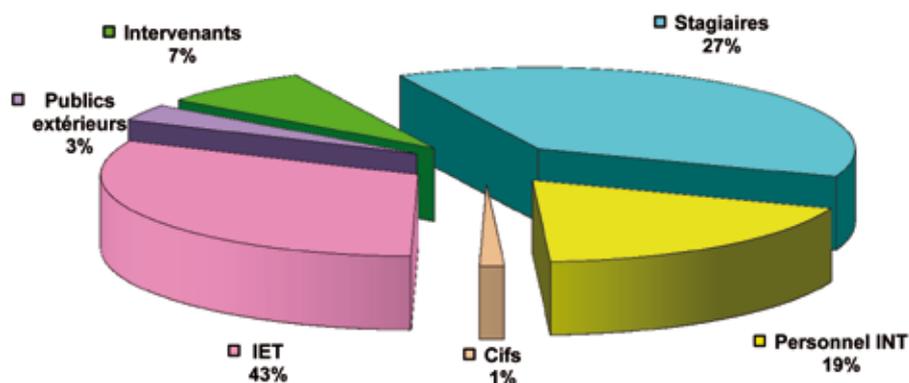
2/ Restauration :

Evolution du nombre de repas servis au restaurant

Type de public	Nombre de repas servis en 2009	Nombre de repas servis en 2010	Evolution
Personnel INTEFP	6546	6039	-7,75%
Cifs	353	409	15,86%
IET	14185	10252	-27,73%
Publics extérieurs	1049	1060	1,05%
Intervenants	2460	2524	2,60%
Stagiaires	9157	12296	34,28%
TOTAL	33750	32580	-3,47%

Le nombre de repas servis en 2010 est de 32 580, en baisse de 3.5% par rapport à 2009.

Repas servis par type de public pour l'année 2010



Service Informatique

2010 : Une année de grands projets.

1/ L'équipe du service informatique

Les ressources du service informatique s'établissent ainsi : un analyste, chef de service et trois programmeurs soit 3,8 personnes en équivalent temps plein travaillé (ETPT).

L'année 2010 est marquée par la demande de réduction de temps de travail, passage à 80%, d'un agent au 1er Septembre 2010. De plus, l'appel à des ressources extérieures sous la forme de contrats courts ou de prestations s'est renforcé avec 3,5 mois, en particulier dans le cadre du projet MOSS.

En tant que de besoin, le support sur la téléphonie, intégré au 5500, est assuré par un membre du service Moyens Généraux sous la responsabilité du chef de département informatique.

Les missions du service sont :

- La gestion du parc informatique,
- Le support auprès des utilisateurs,
- La gestion des applications métiers,
- La garantie de la disponibilité des systèmes,
- La réponse aux nouveaux besoins,
- La liaison avec la tutelle (SDSI)

2/ Activités nouvelles

2.1/ Une mission nouvelle : la téléphonie

La convergence des technologies de réseau téléphonique et de réseau informatique, ainsi que la préparation d'un projet de voix sur IP par la SDSI, ont été les arguments pour la prise en charge de cette nouvelle mission par le département informatique.

Une infrastructure totalement renouvelée

L'ancien autocommutateur datait de 1996 et était totalement obsolète. Il a été remplacé par une nouvelle unité récente prête pour le passage éventuel au mode IP compatible avec l'installation existante.

L'emplacement de cette machine a également changé puisqu'elle a été placée dans la salle spécialisée informatique selon les normes en vigueur.

Ce déménagement a été l'occasion de remettre à plat le câblage téléphonique et de créer un brassage facilitant la gestion de la ressource téléphonique.

Le projet initial de voix sur IP a été ajourné par la tutelle.

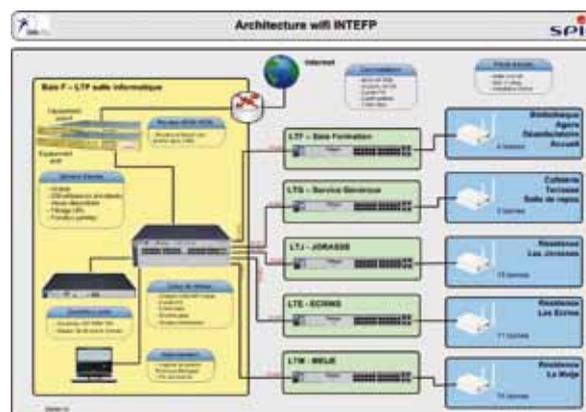
Un nouveau marché opérateur.

Le marché public d'achat de services de téléphonie se décomposait en quatre lots.

- Lot 1 : Services de téléphonies pour les sites de plus de 8 lignes (Marcy et Montrouge) - remporté par SFR
- Lot 2 : Services de téléphonie pour les sites de moins de 8 lignes (les CIF, les lignes particulières) - remporté par SFR
- Lot 3 : Services de Téléconférence - remporté par Global Crossing
- Lot 4 : Services d'accès à internet - Déclaré infructueux

La mise en œuvre de ces services et les diverses actions de formation ont duré jusqu'à la fin de l'année et plus.

2.2/ Un nouveau réseau sur le campus : Le WIFI



Le réseau WIFI dote le campus d'un accès à internet. Les hébergements, la cafétéria et le déambulateur sont les zones couvertes par ce réseau.

Celui-ci se compose de 48 bornes d'accès. Leur densité a été calculée de façon à réduire la puissance des émissions électromagnétiques à 50 % de la capacité, ce qui permet le recouvrement en cas de panne.

Le réseau wifi est totalement indépendant du ministère et bénéficie de son propre accès à internet. Il est

sécurisé au moyen d'un serveur d'authentification et de filtrage.

Il est prévu pour 200 utilisateurs maximum.

Deux populations cibles ont été définies : les élèves en formation longue (IET, CPI...) connus automatiquement du système et les utilisateurs occasionnels (intervenants, sessions ...) qui se connectent via un système automatique.

Livré fin mai, le réseau a connu une montée en charge difficile en septembre 2010 avec l'arrivée des inspecteurs élèves. Depuis octobre, le service est stable.

2.3/ Le projet MOSS

Le département informatique a implémenté le projet MOSS en 2010 :

La mise en place des serveurs

Elle s'est effectuée au premier trimestre. L'INTEFP dispose de 3 sites MOSS

- Fonctionnement (2 serveurs)
- Formation : 2 serveurs
- CIF de Montrouge : 1 serveur

A terme ces serveurs remplaceront l'architecture à base de NOVELL, avec des services supplémentaires.

Le changement de messagerie

La migration en office 2003 avec passage d'Outlook Express à Outlook a eu lieu en juin et juillet. Les données des utilisateurs ont été récupérées et réinjectées dans la nouvelle messagerie.

Il s'agissait d'une opération nationale de mise en place des technologies Microsoft Exchange Server, avec un annuaire active directory.

L'intégration des postes et des profils utilisateurs dans l'annuaire

Cette opération consiste à ce que tous les ordinateurs du réseau ainsi que les utilisateurs soient reconnus du système et aient accès aux ressources offertes par MOSS. Par exemple, un nouvel espace partagé (J). Par ailleurs les données des utilisateurs (mes documents) sont synchronisées avec le serveur MOSS, ce qui offre une sécurité contre la perte éventuelle de donnée.

Démarrée en octobre, cette opération se continuera sur 2011. Il est à noter que les premiers ordinateurs fonctionnant avec Windows SEVEN ont été déployés à cette occasion.

3/ Autres activités

3.1/ Le réseau de formation

Il a été équipé d'une fibre optique, ce qui permet des temps de réponses plus adaptés aux technologies de déploiement que le département informatique utilise massivement sur ce réseau. (Images GHOST)

3.2/ Le parc

En 2010, le département a géré 600 machines au total ce qui est stable sur une année et a acquis 50 ordinateurs fixes.

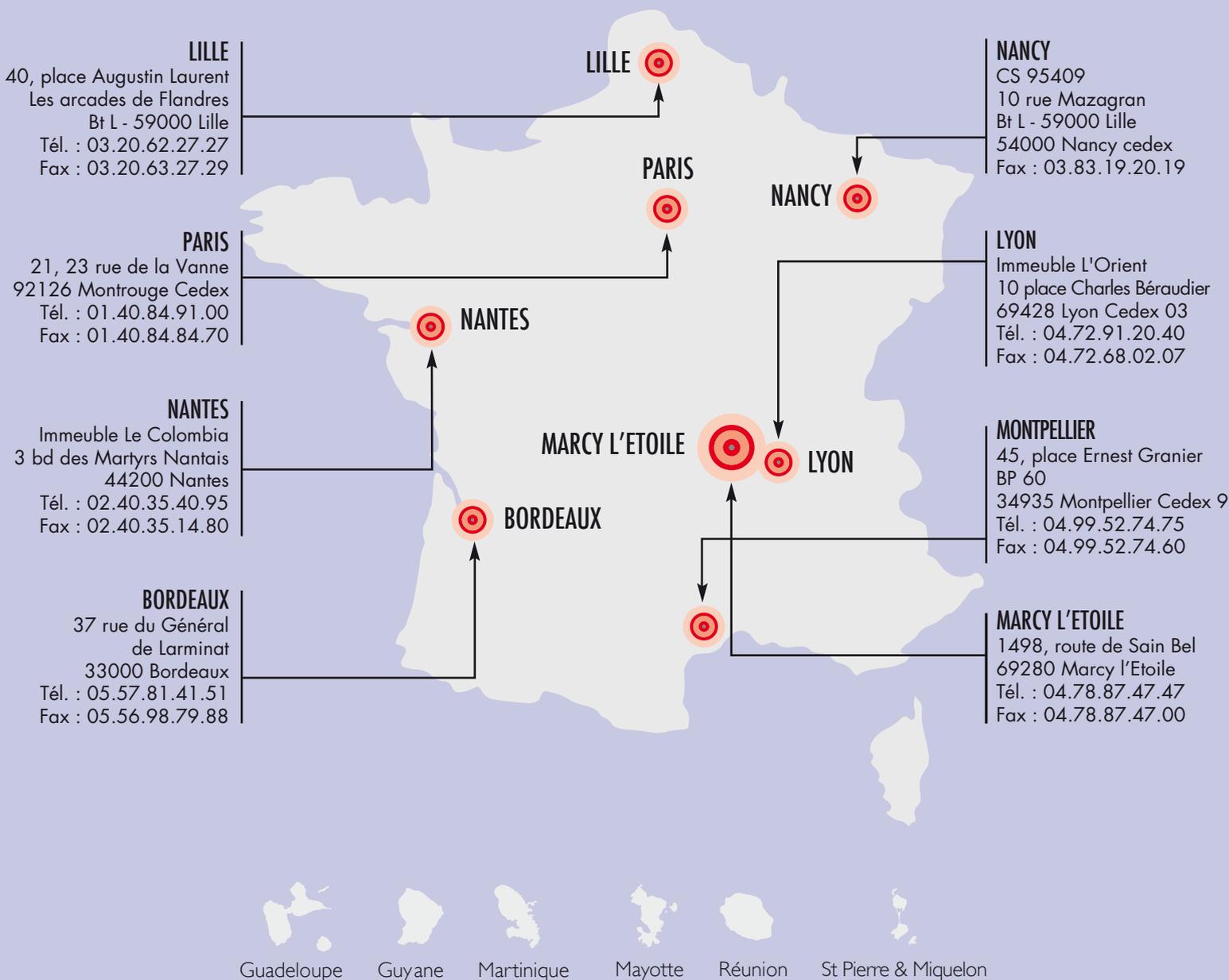
3.3/ Le support guichet unique 5500

420 sollicitations ont été traitées en 2010.



Nous trouver

Centres Interrégionaux de Formation



Avec ses 8 sites (Marcy l'Etoile et 7 Centres Interrégionaux de Formation), l'INTEFP est en capacité de déployer son action sur l'ensemble du territoire au plus près des besoins des agents et des projets des services.



Membre du RIIFT
(Réseau International
d'Instituts
de Formation
du Travail)



INTEFP

1498, route de Sain Bel

B.P. 84

69280 Marcy-l'Etoile

Tél. 04 78 87 47 47

Fax 04 78 87 47 00

Site Intranet :

www.intraint.travail.gouv.fr

Site Internet :

www.institut-formation.travail.gouv.fr

Directeur de la publication

André Cano

Directeur des Etudes

Jean-Daniel Cristoforetti

Coordination Générale

Katia Pontal-Cogne

Photos : Christian Vacher

Graphisme : Arthésis - 04 72 59 00 00